



**PUBLICIS
GROUPE**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2024



SOMMAIRE

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.1	Principaux chiffres clés	4
1.2	Environnement macro-économique	5
1.3	Politique RSE du Groupe	6
1.4	Faits marquants du semestre	7
1.5	Examen de la situation financière et du résultat	8
1.6	Événements post-clôture	14
1.7	Perspectives	14

2. COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2024

2.1	Compte de résultat consolidé	16
2.2	État de résultat global consolidé	17
2.3	Bilan consolidé	18
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	19
2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	20
2.6	Notes annexes aux comptes consolidés	22

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

4. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

45

47

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT



ARTHUR SADOUN

Président-Directeur Général
de Publicis Groupe

Publicis réalise un très bon premier semestre, avec une croissance organique de +5,4 % du revenu net, et de +7,4 % en base comparable pour le revenu.

Nous continuons à gagner des parts de marché, avec une croissance organique du revenu net qui accélère pour atteindre 5,6 % au deuxième trimestre, un niveau supérieur aux attentes, et 400 points de base au-dessus du secteur.

Sur les six premiers mois de l'année, nous continuons à afficher les meilleurs indicateurs financiers du secteur.

Malgré des tensions macroéconomiques persistantes en toile de fond, notre performance au premier semestre démontre non seulement la force de notre modèle, mais aussi notre capacité à surperformer notre industrie dans la durée, avec un taux de croissance proche du double de celui de nos concurrents, et ce depuis 2019.

C'est pourquoi nous sommes confiants dans notre capacité à accélérer encore au deuxième semestre.

Nous relevons notre prévision de croissance organique du revenu net, attendue désormais entre +5 % et +6 % en 2024. Nous maintiendrons les meilleurs ratios financiers de notre secteur tout en continuant à investir dans nos talents et dans notre stratégie en matière d'IA.

Alors que nous nous démarquons toujours plus, grâce à notre transformation, nous avons toutes les ressources pour continuer à mener et réinventer notre industrie.

Nous avons une stratégie go-to-market gagnante, qui nous a placé en tête des classements de new business sur les cinq dernières années. Nous avons pris le leadership de la personnalisation à grande échelle, comme le démontre la croissance à deux chiffres ce trimestre de notre offre conjuguant Data et Media, pour la troisième année d'affilée. Et grâce à Publicis Sapient, nous sommes dans une position unique pour accompagner nos clients dans leur transformation par l'IA.

Je profite de cette opportunité pour remercier tous nos clients pour leur confiance. Je remercie également tous nos collaborateurs à travers le monde pour leur remarquable travail. Maintenir de tels niveaux de surperformance dans un environnement si incertain est un effort quotidien. Avec le Comité Exécutif, nous leurs en sommes vraiment reconnaissants.

Arthur Sadoun
*Président-Directeur Général
de Publicis Groupe*

Chapitre

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.1	PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS	4	1.5	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	8
1.2	ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE	5		Compte de résultat consolidé simplifié	8
1.3	POLITIQUE RSE DU GROUPE	6		Bilan et tableau de financement	11
1.4	FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	7		Transactions avec les parties liées	13
				Publicis Groupe S.A. (société mère du Groupe)	14
			1.6	ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE	14
			1.7	PERSPECTIVES	14

Le Conseil d'administration de Publicis Groupe, réuni le 17 juillet 2024 sous la présidence de M. Arthur Sadoun, a arrêté les comptes pour le premier semestre 2024.

1.1 PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros, à l'exception des données par action et des %)

	S1 2024	S1 2023	2024 vs. 2023
Données extraites du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie			
Revenu net	6 688	6 318	+5,9 %
Revenu des coûts refacturables	962	787	+22,2 %
Revenu	7 650	7 105	+7,7 %
Marge opérationnelle avant amortissements	1 401	1 335	+4,9 %
<i>En % du revenu net</i>	20,9 %	21,1 %	-20 <i>pdb</i>
Marge opérationnelle	1 160	1 093	+6,1 %
<i>En % du revenu net</i>	17,3 %	17,3 %	0 <i>pdb</i>
Résultat opérationnel	1 008	843	+19,6 %
Résultat net part du Groupe	773	623	+24,1 %
Bénéfice par action	3,08	2,48	+24,1 %
Bénéfice courant par action, dilué ⁽¹⁾	3,38	3,21	+5,3 %
<i>Free cash flow</i> avant variation du BFR	744	725	+2,6 %

(1) Résultat net part du Groupe après élimination des pertes de valeur, des dépenses liées au plan de restructuration immobilière, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus ou (moins)-values de cession, de la variation de juste valeur des actifs financiers, de la réévaluation des *earn-out*, ainsi que les autres éléments non récurrents significatifs, divisé par le nombre moyen d'actions sur une base diluée.

(en millions d'euros)

	30/06/2024	31/12/2023
Données extraites du bilan		
Total de l'actif	35 918	36 716
Capitaux propres, part du Groupe	9 916	9 788
Endettement financier net (trésorerie nette)	99	(909)

1.2 ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

Le second trimestre 2024 confirme les tendances du premier trimestre :

- stagnation persistante de l'Europe ;
- maintien d'une croissance élevée aux États-Unis ;
- et début d'amélioration de la conjoncture chinoise.

Les politiques monétaires moins restrictives, devraient progressivement aider à la reprise au second semestre et en 2025, car l'inflation semble être revenue à des niveaux acceptables.

Aux États-Unis, la croissance étonne toujours par sa vigueur, et désormais le consensus des économistes attend une croissance du PIB, révisée à la hausse, de 2,4 % en 2024, dont 2,9 % au second trimestre. Un *soft landing* devrait se produire au second semestre. Les prémisses d'un ralentissement sont actuellement visibles : l'enquête PMI sur le secteur industriel est au plus bas depuis décembre 2023 et le PMI Services est au plus bas depuis mai 2020. La confiance du consommateur (*Conference Board*) est en retrait, et au plus bas depuis mai 2023 pour sa composante « anticipation ». La dépense publique stimule l'économie américaine d'une manière permanente, notamment via des dispositifs comme l'IRA (*Inflation Reduction Act*) : le déficit budgétaire demeure très élevé (6 % environ du PIB). La consommation ralentit. Le commerce extérieur se dégrade et ne contribue pas à la croissance. Le marché du travail reste dynamique et le taux de chômage demeure bas à 4,1 %. Le niveau des taux d'intérêt monétaires et de marché, n'a pour l'instant pas affecté la croissance économique, et la Banque Centrale demeure dans l'expectative, en maintenant ses taux au plus haut (5,5 %). L'inflation baisse régulièrement mais reste largement au-delà de la cible de 2 %.

En **zone Euro**, le second trimestre est à l'image du premier et la stagnation est toujours de mise, en raison de la récession industrielle allemande qui continue : le PIB devrait croître de +0,5 % au second trimestre, et de +0,7 % pour l'ensemble de l'année. La BCE a commencé un cycle de baisse de ses taux (-0,25 %) en juin, en raison de la baisse de l'inflation, revenue à 2,5 % fin juin, après 2,6 % en mai. Une poursuite du mouvement de baisse des taux devrait permettre une hausse du crédit dans la Zone Euro.

Cependant, des divergences notables marquent les différents pays qui la composent. En **Allemagne**, le PIB est attendu stable au second trimestre 2024, et le PIB de l'année 2024 devrait progresser de 0,2 % seulement. La récession industrielle perdure avec une baisse continue de la production industrielle. En revanche, les ventes au détail hors vente d'automobiles et de produits pétroliers demeurent relativement dynamiques avec une hausse de 2 % fin avril. Les exportations progressent moins vite que les importations entraînant une dégradation du commerce extérieur. Par ailleurs, la dépense publique est bien moins élevée que dans les autres pays de la zone, puisque le déficit devrait être limité à 1,6 % du PIB en 2024, vs 1,8 % en 2023. En **France**, le PIB devrait progresser de 0,5 % au second trimestre, après 1,8 % au premier trimestre. Cela constitue une performance élevée par rapport à l'Allemagne. La raison essentielle est une moindre dépendance à l'industrie, et une dépense publique plus importante : le déficit public a atteint 5,5 % du PIB en 2023, et devrait rester à plus de 4,5 % en 2024, soit un niveau de déficit trois fois supérieur à l'Allemagne. Les événements politiques du mois de juin et ses suites devraient très probablement impacter négativement la croissance du second semestre.

Le contexte économique du **Royaume-Uni** demeure difficile et très dépendant de la conjoncture européenne. Son PIB devrait progresser de +0,7 % en 2024, comme la zone Euro. Au second trimestre, la croissance devrait atteindre + 0,4 %, grâce à une consommation relativement dynamique (hausse de 2 % des ventes au détail en mai). Comme en Allemagne, c'est l'industrie qui souffre, avec une baisse de 0,4 % de la production industrielle en avril.

Après la déception de 2023, **l'économie chinoise** commence à se redresser et croît au rythme de 5 %, en dépit d'une crise immobilière et de la construction particulièrement forte, grâce à la reprise des exportations, et au maintien des ventes au détail.

Le **cours du pétrole** demeure ferme autour de 85 dollars le baril de Brent, en raison d'une demande asiatique en hausse, et de la poursuite des opérations militaires d'Israël en Palestine qui font craindre une extension du conflit avec l'Iran, gros producteur de pétrole, et une réaction du monde arabe.

1.3 POLITIQUE RSE DU GROUPE

En mai 2024, le Groupe a annoncé l'arrivée de Nannette LaFond-Dufour comme *Chief Impact Officer*, un rôle global nouvellement créé. À ce titre, elle a la responsabilité des engagements ESG du Groupe : des objectifs climatiques de Publicis approuvés par SBTi au plan d'action, de même que les sujets de diversité, d'égalité et inclusion, en passant par les initiatives majeures telles que *Working with Cancer* et le Women's Forum for the Economy & Society.

Au cours du premier semestre 2024, l'entreprise a poursuivi ses actions autour de ses trois grandes priorités :

E - Environnement et Lutte contre le dérèglement climatique

Dans le cadre du plan d'action destiné à atteindre les objectifs de réduction des émissions carbone pour 2030 (-50 %) & 2040 (-90 %), validés par SBTi (*Science Based Targets Initiative*) et alignés avec le scénario 1.5°, le Groupe a poursuivi ses travaux internes sur le plan de transition climatique. La réduction des impacts reste la priorité, avec la nécessité d'anticiper des trajectoires intégrant la croissance économique de l'entreprise. Les études en cours portent sur les sujets suivants : le transport aérien pour améliorer la réduction de ses impacts ; les achats de biens et services afin de prendre en compte des données plus granulaires issues des fournisseurs ; la consommation d'énergie – avec un projet dédié sur les *Data centers*, et toujours, le passage vers 100 % d'énergies renouvelables en source directe avant 2030.

Enfin, les travaux exploratoires conduits en 2023 et 2024 sur l'analyse des impacts de l'entreprise sur la biodiversité ont permis de conclure que des impacts majeurs n'ont pas été identifiés. L'impact, plus terrestre que marin, a été évalué à 232 MSAppb* (1). Cette analyse va se poursuivre à mesure que les méthodologies de calcul seront stabilisées.

S - Social, Diversité, Équité et Inclusion

Le plaidoyer *Working with Cancer* lancé par le Président du Groupe Arthur Sadoun en janvier 2023 compte désormais plus de 1 800 entreprises dans le monde. L'objectif commun est de faire tomber le tabou du cancer (2) au travail, de mieux protéger les salariés touchés et de mieux les accompagner (ainsi que les salariés aidants). La campagne ainsi menée par Publicis a été récompensée en mai par les *Clio Awards* à New York avec plusieurs prix dans plusieurs catégories.

En juin 2024, l'édition spéciale du Women's Forum à Singapour s'est tenue pour la 4^e édition ; elle a réuni avec 500 experts autour des questions liées à l'éducation, comme étant l'une des clés en matière d'équité, et comment la *Tech* et ses nombreux métiers sont un vecteur d'inclusion.

Aux États-Unis, le 19 juin (*Juneteenth* jour de la Liberté et de l'Émancipation) a été annoncée la 5^e édition de *Pausing for Action* prévue en juillet 2024 afin de poursuivre le travail collectif en matière d'inclusion, de diversité et de justice sociale.

Marcel, la plateforme interne du Groupe reste un lieu central pour les collaborateurs, où se tiennent des sessions plénières

trimestrielles animées par les dirigeants des pays et leurs Comex. C'est aussi la plateforme utilisée dans les pays pour des moments d'échange, de travail et de dialogue avec les parties prenantes sur de nombreux thèmes d'actualité.

En janvier 2024, tous les salariés du Groupe ont été invités à participer à une session de présentation détaillée, dédiée à l'intelligence artificielle (IA) ainsi qu'à son intégration dans toutes les différentes activités du Groupe. Elle fut animée par le Président du Groupe Arthur Sadoun entouré de son Comex et par des experts internes dans plusieurs activités. Au cours du premier semestre 2024, une centaine de modules dédiés à l'IA ont été mis à la disposition de tous les salariés sur Marcel Classes, et 50 000 salariés ont utilisé l'espace fermé Publicis GPT pour se familiariser avec l'IA générative.

G - Éthique des affaires et Marketing Responsable

Depuis janvier 2024, la plateforme d'alerte et de signalement du Groupe a été complétée par une ligne externe <https://publicis.whispli.com/lp/ethicsconcerns>. Les salariés, les clients, les fournisseurs et toutes les autres parties prenantes peuvent signaler toute préoccupation liée à une éventuelle violation de la loi ou des politiques de l'entreprise en matière de fraude, corruption, harcèlement, discrimination ou tout autre problème éthique.

Publicis France a lancé une IA anti-*greenwashing* à VivaTech 2024, un outil d'autoévaluation des communications pour lutter contre le *greenwashing* s'appuyant sur les neuf règles de la recommandation Développement Durable de l'ARPP (3) et a annoncé une deuxième version pour 2025. Publicis Groupe reste très engagé dans les travaux conduits par l'interprofession au niveau international, notamment *Ad Net Zero* sur la recherche d'un consensus méthodologique de mesure des impacts avec toutes les parties prenantes, et soutient le projet d'évaluation des médias qui a été présenté par ANZ/GARM aux Cannes Lions en juin.

L'outil de calcul des émissions carbone ALICE (*Advertising Limiting Impacts & Carbon Emissions*) est utilisé pour 280 projets/marques. ALICE permet à toutes les activités du Groupe (création, production, média, technologie, événements...) de mesurer leurs impacts (100 pays) en suivant la méthode du *GHG Protocol* et avec l'appui de Bureau Veritas sur la méthodologie de calcul et la mise à jour des facteurs d'émissions.

Enfin, en mai 2024, pour sa 8^e édition coorganisée avec le Groupe les Echos et Publicis Groupe, VivaTech a réuni plus de 165 000 visiteurs à Paris – étant ainsi le premier événement mondial de secteur de la *Tech*, avec des sessions pendant quatre jours réunissant plus de 13 500 *start-ups*, autour d'invités prestigieux et avec 2 milliards d'impressions sur les réseaux sociaux.

Les actions du Groupe et des agences en matière de RSE sont publiquement accessibles dans la section RSE du site du Groupe et les données sont synthétisées dans la partie CSR *Smart data*.

(1) MSAppb* : MSA = Mean Species Abundance, ppb = party per billion, * = données agrégées.

(2) Cancer ou maladies graves.

(3) ARPP : Autorité de régulation professionnelle de la publicité en France.

1.4 FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Le **18 janvier 2024**, Publicis Groupe Singapour a annoncé l'acquisition de **AKA Asia**, l'une des principales agences de communication intégrée de Singapour. Fondé en 2009, AKA est un acteur respecté en Asie du Sud-Est et a été récompensé à de nombreuses reprises pour ses campagnes de communication innovantes. Cette acquisition permettra à Publicis Groupe d'étendre et de diversifier ses capacités sur le marché, tout en renforçant son offre en matière de communication stratégique, de relations publiques et d'influence. AKA rejoint le pôle régional Influence du Groupe.

Le **12 mars 2024**, Publicis Sapient a annoncé l'acquisition de **Spinnaker SCA**, une société de services spécialisée dans la supply chain qui fournit des conseils en matière de stratégie, de planification et de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Fondée en 2002 et basée à Boulder aux Etats-Unis, Spinnaker SCA renforcera les capacités et les compétences de Publicis Sapient en matière de supply chain notamment dans l'analyse de données assistées par l'intelligence artificielle et le machine learning, l'utilisation de jumeaux numériques, la gestion des usines et de la logistique et plus largement tous les services numériques de la chaîne d'approvisionnement. Spinnaker SCA permettra à Publicis Sapient d'offrir des solutions agiles à ses clients afin d'optimiser leurs chaînes d'approvisionnement dans le cadre de leur transformation numérique.

Le **24 avril 2024**, le Document d'Enregistrement Universel 2023 a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers. Il est tenu à la disposition du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et peut être consulté sur le site www.publicisgroupe.com, ainsi que sur le site de l'AMF (www.amf-france.org).

En **avril 2024**, Publicis a annoncé que son Assemblée Générale Mixte se tiendra le 29 mai 2024 à 10 heures, au PublicisCinéma, 133 avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. L'avis préalable de réunion a été publié au BALO (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires) le 24 avril 2024 et contient l'ordre du jour, le projet de résolutions et les principales modalités de participation et de vote à cette Assemblée. L'avis de convocation a été publié au BALO le 8 mai.

Le **29 mai 2024**, Publicis a tenu son Assemblée générale. Toutes les résolutions ont été adoptées parmi lesquelles :

- le changement du mode de gestion de la Société et l'adoption d'une structure de gouvernance à Conseil d'Administration, en lieu et place de la structure à Directoire et Conseil de surveillance ;
 - Le Conseil d'Administration qui s'est réuni à la suite de l'Assemblée Générale a décidé l'unification des

fonctions de Président et de Directeur Général et a nommé M. Arthur Sadoun Président-Directeur Général.

- Mme Élisabeth Badinter a été nommée Vice-Présidente du Conseil d'administration.
- M. Maurice Lévy a pris la fonction de Président d'Honneur de Publicis Groupe et participe aux réunions du Conseil d'Administration.
- M. André Kudelski a été nommé en qualité d'Administrateur Référent. Dans ce cadre, ses principales missions sont donc de s'assurer du bon fonctionnement des organes de gouvernance de la Société aux côtés du Président du Conseil d'Administration, de présider des Executive Sessions, de veiller aux situations de conflits d'intérêts et de superviser le processus d'évaluation du Conseil d'Administration.
- l'ensemble des modifications statutaires proposées, ainsi que la prorogation de la durée de la Société ;
- la nouvelle composition du Conseil d'administration, ainsi que les comités du Conseil d'administration ;
- la nomination du cabinet Grant Thornton en qualité d'organisme tiers indépendant en charge de la certification des informations en matière de durabilité ;
- les rémunérations des mandataires sociaux pour 2023 ;
- les politiques de rémunération pour 2024 du Conseil de surveillance (11^e et 12^e résolutions et du Directoire (13^e et 14^e résolutions)) telles que présentées dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 (chapitre 3.3 « Rémunération des mandataires sociaux »), applicables jusqu'au 29 mai 2024 ;
- les politiques de rémunération pour 2024 du Président-Directeur-Général (41^e résolution) et des administrateurs (42^e résolution) telles que présentées dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 (chapitre 3.4 « Rémunération applicable aux futurs administrateurs et au futur Président-Directeur Général ») applicables à compter du 29 mai 2024 ;
- le versement d'un dividende de 3,40 euros par action, en progression de 17 % par rapport au dividende versé au titre de l'exercice 2022. Le détachement du dividende est intervenu le 1^{er} juillet 2024 et le dividende mis en paiement le 3 juillet 2024.

Le **5 juin 2024**, Publicis Groupe en France a annoncé l'acquisition de **Downtown Paris**, une « creative and production house » spécialisée dans l'univers du luxe et de la beauté. Fondée en 2016, l'agence vient renforcer l'activité de production de Publicis France et travaillera avec les différentes entités luxe du Groupe.

1.5 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Compte de résultat consolidé simplifié

En millions d'euros	S1 2024	S1 2023	2024 vs. 2023
Revenu net	6 688	6 318	+5,9 %
Revenu des coûts refacturables	962	787	+22,2 %
Revenu	7 650	7 105	+7,7 %
Charges de personnel	(4 498)	(4 200)	+7,1 %
Autres charges opérationnelles	(1 751)	(1 570)	+11,5 %
Marge opérationnelle avant amortissements	1 401	1 335	+4,9 %
Amortissements	(241)	(242)	-0,4 %
Marge opérationnelle	1 160	1 093	+6,1 %
Taux de marge opérationnelle (% du revenu net)	17,3 %	17,3 %	0 pdb
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(123)	(142)	-13,4 %
Perte de valeur	(45)	(112)	-59,8 %
Autres produits et charges non courants	16	4	
Résultat opérationnel	1 008	843	+19,6 %
Résultat financier	-	(14)	
Réévaluation des <i>earn-outs</i>	28	1	
Impôt sur le résultat	(256)	(205)	+24,9 %
Mises en équivalence	(3)	3	
Résultat net	777	628	+23,7 %
Dont Intérêts minoritaires	4	5	
Résultat net part du Groupe	773	623	+24,1 %

Revenu net du second trimestre 2024

Le revenu net de Publicis Groupe pour le second trimestre 2024 est de 3 458 millions d'euros et se compare à 3 239 millions d'euros en 2023, en croissance de +6,8 %. Les variations de taux de change ont eu un impact légèrement

positif pour 13 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué pour 25 millions d'euros au revenu net du second trimestre 2024. La croissance organique s'établit à +5,6 % sur le trimestre.

/ Répartition du revenu net du 2nd trimestre par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique
	T2 2024	T2 2023		
Amérique du Nord	2 104	1 955	+ 7,6 %	+ 5,2 %
Europe	856	809	+ 5,8 %	+ 4,2 %
Asie Pacifique	306	300	+ 2,0 %	+ 7,7 %
Moyen-Orient & Afrique	100	91	+ 9,9 %	+ 9,1 %
Amérique Latine	92	84	+ 9,5 %	+ 18,9 %
Total	3 458	3 239	+ 6,8 %	+ 5,6 %

Le revenu net en **Amérique du Nord** est en hausse de +7,6 % sur une base publiée, incluant un effet positif lié à l'évolution du taux de change euro / dollar. La croissance organique de la zone s'est établie à +5,2 %, dont +5,3 % aux **États-Unis** avec les activités Média et Epsilon qui continuent à contribuer fortement à la croissance ce trimestre, confirmant la force de notre offre intégrée dans ce pays où notre modèle est le plus avancé. Le Média affiche une croissance à deux chiffres pour la troisième année consécutive. Epsilon enregistre une croissance *mid-single digit* principalement alimentée par les activités *Digital Media et Data*. Publicis Sapient affiche une légère baisse, après une performance solide de +5 % au deuxième trimestre 2023, dans un contexte d'attente des clients en matière de projets de transformation numérique. Les activités de Création sont globalement stables.

Le revenu net en **Europe** est en hausse de +5,8 % sur une base publiée et de +4,2 % sur une base organique. La croissance organique au **Royaume-Uni** est globalement stable avec le Média et de Création en croissance à deux chiffres sur le trimestre. La croissance organique en **France** s'établit à +4,2 % portée par une croissance *mid-single-digit* de Média, tandis que Publicis Sapient a fait face à une base de comparaison très élevée. L'**Allemagne** enregistre une

croissance organique de +3,4 % tirée par le Média et Publicis Sapient. L'**Europe Centrale et de l'Est** enregistre une forte croissance organique de +17,4 %, avec une croissance à deux chiffres dans la plupart des pays, portée par le Média et la Création.

Le revenu net de la zone **Asie-Pacifique** est en hausse de +2,0 % en données publiées et de +7,7 % en organique. La **Chine** affiche une croissance organique de +10,5 %, en accélération par rapport à +6,7 % au premier trimestre 2024, grâce à des gains de *new business* en Média. L'**Asie du Sud-Est** affiche une croissance *high-single-digit* tirée par la Thaïlande, l'Inde et la Malaisie. L'**Australie** affiche une croissance *low-single-digit*, en amélioration séquentielle par rapport au premier trimestre 2024.

La région **Moyen-Orient & Afrique** enregistre une croissance de +9,9 % en données publiées et de +9,1 % en données organiques, principalement tirée par une croissance à deux chiffres du Média et Publicis Sapient.

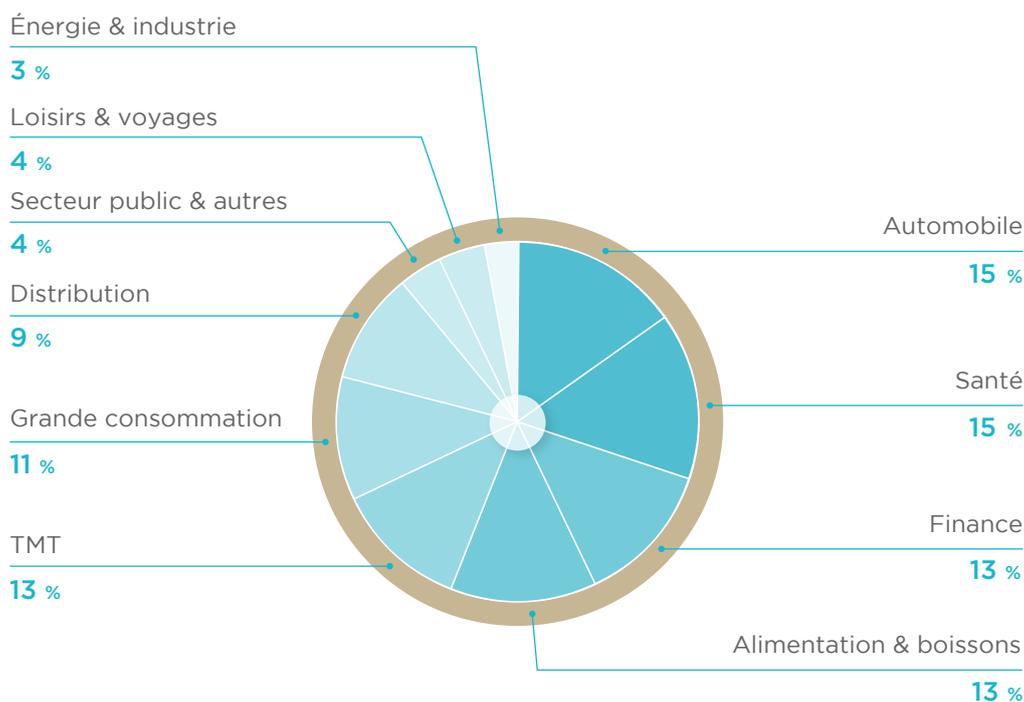
En **Amérique Latine**, le revenu net est en hausse de +9,5 % en publié, et de +18,9 % en organique. La région est en croissance grâce aux activités Média et de Création, notamment au Brésil, au Mexique et en Colombie.

Revenu net du premier semestre 2024

Le revenu net de Publicis Groupe au premier semestre 2024 s'élève à 6 688 millions d'euros, en hausse de +5,9 % par rapport aux 6 318 millions d'euros du premier semestre 2023. Les variations de taux de change sur la période ont eu

un léger effet défavorable de 16 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué positivement au revenu net pour 43 millions d'euros. La croissance organique s'établit à +5,4 % au premier semestre 2024.

/ Répartition du revenu net du 1^{er} semestre 2024 par secteur



Sur la base de 3 266 clients représentant 92 % du revenu net total du Groupe.

/ Répartition du revenu net semestriel par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique
	S1 2024	S1 2023		
Amérique du Nord	4 112	3 893	+5,6 %	+5,0 %
Europe	1 649	1 552	+6,3 %	+5,1 %
Asie Pacifique	572	550	+4,0 %	+7,0 %
Moyen Orient & Afrique	190	179	+6,1 %	+6,6 %
Amérique Latine	165	144	+14,6 %	+14,0 %
Total	6 688	6 318	+5,9 %	+5,4 %

Le revenu net en **Amérique du Nord** a augmenté de +5,0 % sur une base organique au cours du premier semestre (+5,6 % sur une base publiée). Les **États-Unis** ont enregistré une forte performance à +5,2 % en organique.

L'**Europe** a affiché une croissance organique de +5,1 % au premier semestre (+6,3 % sur une base publiée). Le **Royaume-Uni** a enregistré une performance globalement stable. La **France** a augmenté de +6,6 %, l'**Allemagne** de +4,1 % et l'**Europe Centrale et de l'Est** de +19,2 % sur une base organique.

Le revenu net de la région **Asie-Pacifique** a augmenté de +7,0 % sur une base organique (+4,0 % sur une base publiée). La **Chine** a enregistré une croissance organique de +8,9 %, et l'**Australie** a progressé de +1,3 % en organique.

Le revenu net de la région **Moyen-Orient & Afrique** a augmenté de +6,6 % sur une base organique (+6,1 % sur une base publiée), et celui de l'**Amérique Latine** a progressé de +14,0 % (+14,6 % sur une base publiée)

Marge opérationnelle & résultat opérationnel

Marge opérationnelle

L'**EBITDA** (marge opérationnelle avant amortissements) s'établit à 1 401 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, contre 1 335 millions en 2023, soit une hausse de +4,9 %. Le taux de marge d'**EBITDA** ressort à 20,9 % du revenu net.

Les **charges de personnel** s'élèvent à 4 498 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, contre 4 200 millions d'euros en 2023, soit une hausse de +7,1 %. Elles représentent 67,3 % du revenu net du S1 2024, contre 66,5 % au S1 2023. Les coûts fixes de personnel s'établissent à 4 006 millions d'euros et représentent 59,9 % du revenu net contre 59,0 % en 2023, cette progression étant principalement liée aux investissements relatifs à l'IA. Le coût des freelances s'établit à 174 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, relativement stable par rapport à 2023, en pourcentage du revenu net. Les coûts de restructuration s'élèvent à 41 millions d'euros sur le semestre, en légère baisse par rapport aux 45 millions d'euros du 1^{er} semestre 2023.

Les **autres charges opérationnelles (hors amortissements)** sont de 1 751 millions d'euros et se comparent à 1 570 millions d'euros en 2023. Hors coûts refacturables, le poste s'élève à 789 millions d'euros (soit 11,8 % du revenu net) contre 783 millions d'euros en 2023 (soit 12,4 % du revenu net), ce qui représente une amélioration de 60 points de base, reflétant une solide maîtrise des coûts.

La **dotation aux amortissements** est de 241 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, en ligne avec le niveau du 1^{er} semestre 2023 à 242 millions d'euros.

En conséquence, la **marge opérationnelle** s'établit à 1 160 millions d'euros au 30 juin 2024, en hausse de 6,1 % par rapport à S1 2023. Le taux de marge ressort à 17,3 % en S1 2024, stable par rapport à S1 2023, en incluant environ 45 millions d'euros relatifs à l'investissement du Groupe dans l'intelligence artificielle.

Les **taux de marge opérationnelle par région** s'élèvent à 18,7 % en Amérique du Nord, 16,1 % en Europe, 19,6 % en Asie-Pacifique, 3,7 % pour la région Moyen-Orient/Afrique et 3,6 % en Amérique latine.

Résultat opérationnel

Les **amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions** s'élèvent à 123 millions d'euros sur le semestre, en baisse de 19 millions par rapport au 1^{er} semestre 2023, en lien avec la fin d'amortissement de certaines technologies.

Les **pertes de valeur** s'élèvent à 45 millions d'euros, soit une réduction de 67 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2023 à 112 millions d'euros, qui incluait l'impact de l'optimisation de notre parc immobilier.

Les **charges et produits non courants** constituent un profit de 16 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024 correspondant principalement au produit de 14 millions d'euros généré par l'apport du droit d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon à la société mise en équivalence Unlimitail, détenue à 49 % par le Groupe. Au S1 2023, le résultat non courant constituait un profit de 4 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel** s'élève à 1 008 millions d'euros sur le semestre contre 843 millions d'euros au S1 2023.

Autres postes du compte de résultat

Le **résultat financier**, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est proche de zéro au 1^{er} semestre 2024, en amélioration par rapport à la charge nette de 14 millions d'euros sur la même période en 2023.

- Le **produit (net de charges) sur l'endettement financier net** est de 39 millions d'euros sur le semestre, par rapport à un produit de 42 millions d'euros au S1 2023. Le montant du 1^{er} semestre 2024 comprend 61 millions d'euros de charge d'intérêts (59 millions au S1 2023) et des produits financiers pour 100 millions d'euros, globalement stables par rapport aux 101 millions d'euros du 1^{er} semestre 2023.
- Les **autres charges et produits financiers** (hors réévaluation des *earn-outs*) représentent une charge de 39 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, et comprennent notamment 42 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives, et un produit de 7 millions d'euros de réévaluation de la juste valeur des fonds communs de placement. Au S1 2023, les autres charges et produits financiers correspondaient à une charge de 56 millions d'euros, incluant 39 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives et une charge de 8 millions d'euros lié à la réévaluation de la juste valeur des fonds communs de placement.

La **réévaluation des *earn-outs*** a conduit à enregistrer un produit de 28 millions d'euros sur le premier semestre 2024, à comparer à un produit de 1 million d'euros en 2023.

La **charge d'impôt** est de 256 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2024, découlant de l'application d'un taux d'impôt effectif prévisionnel de 24,9 % pour 2024, contre une charge d'impôt de 205 millions d'euros au S1 2023, au taux d'impôt effectif prévisionnel de 24,8 %.

La **quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence** sur le 1^{er} semestre 2024 est une perte de 3 millions d'euros, contre un profit de 3 millions d'euros en 2023.

La part des **intérêts minoritaires** dans le résultat net est un produit de 4 millions d'euros au 30 juin 2024 contre un produit de 5 millions d'euros en au S1 2023.

Au total, le **résultat net part du Groupe** du 1^{er} semestre 2024 est un bénéfice de 773 millions d'euros, en progression de +24,1 % par rapport aux 623 millions d'euros de l'année précédente pour la même période.

Le **bénéfice par action** est de 3,08 euros au 30 juin 2024, en hausse de 24,2 % comparé à 2,48 euros au 30 juin 2023.

Bilan et tableau de financement

Bilan simplifié

(en millions d'euros)

	30/06/2024	31/12/2023
Goodwills nets	12 812	12 422
Autres immobilisations incorporelles nettes	901	958
Droits d'utilisation nets relatifs aux contrats de location	1 640	1 614
Autres immobilisations nettes	987	958
Impôts courant et différé	(7)	(120)
Besoin en fonds de roulement	(3 141)	(3 781)
Total	13 192	12 051
Capitaux propres part du Groupe	9 916	9 788
Intérêts minoritaires	(41)	(40)
Capitaux propres totaux	9 875	9 748
Provision LT / CT	856	860
Endettement financier net	99	(909)
Obligations locatives	2 362	2 352
Total	13 192	12 051

Les **capitaux propres consolidés part du Groupe** sont passés de 9 788 millions d'euros au 31 décembre 2023 à 9 916 millions d'euros au 30 juin 2024, sous l'effet des éléments suivants :

- (+) Résultat net du 1^{er} semestre 2024 : 773 millions d'euros ;
- (+) Autres éléments du résultat global nets d'impôts : 272 millions d'euros ;
- (-) Dividendes : 853 millions d'euros ;

- (+) Rémunérations fondées sur des actions, nettes d'impôts : 60 millions d'euros ;
- (-) (Achats) / Ventes d'actions propres : 119 millions d'euros ;
- (-) Autres éléments : 5 millions d'euros.

Dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres au titre de la 18^{ème} résolution de l'Assemblée générale des actionnaires du 31 mai 2023, Publicis Groupe S.A. a procédé au rachat de 1 031 711 de ses actions pour un montant de 99 millions d'euros, au cours du premier semestre 2024.

Ce programme a pour objectif de satisfaire aux obligations liées aux plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des employés, sans émettre de nouvelles actions. En 2023, Publicis Groupe S.A. avait procédé au rachat de 3 000 000 de ses actions pour un montant de 222 millions d'euros.

Par ailleurs, au cours du mois de juin 2024, Publicis Groupe S.A. a acquis un bloc de 150 000 de ses propres actions pour un montant de 15 millions d'euros, auprès de

l'actionnaire Madame Sophie Dulac qui serviront également à satisfaire aux obligations de la Société en lien avec les plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans avoir à émettre de nouvelles actions (cf. Transactions avec les parties liées).

Les **intérêts minoritaires** sont négatifs, à hauteur de 41 millions d'euros, contre 40 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Dettes financières (long et court terme)	3 032	3 188
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽¹⁾	176	117
Juste valeur des dérivés sur prêts / emprunts intragroupe ⁽¹⁾	(27)	36
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	3 181	3 341
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 082)	(4 250)
Endettement financier net	99	(909)
Endettement net / capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)	0,01	n/a

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'**endettement financier net** s'établit à 99 millions d'euros au 30 juin 2024 (soit un ratio Dette nette / fonds propres de 0,01) à comparer à une position de trésorerie positive de 909 millions d'euros au 31 décembre 2023. Pour rappel, l'endettement net s'élevait à 226 millions d'euros à fin juin 2023.

La **dette nette moyenne** du Groupe sur 12 mois glissants s'est élevée à 375 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024 contre 498 millions d'euros sur la même période en 2023.

Flux de trésorerie

Les **flux nets de trésorerie liés à l'activité** se sont traduits par une utilisation de 556 millions d'euros au cours du premier semestre 2024 contre une utilisation de 63 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. Les principales variations concernent :

- la variation du besoin en fonds de roulement qui est négative et s'établit à 1 629 millions d'euros, à comparer à une variation également négative de 1 053 millions d'euros au premier semestre 2023 ;
- l'impôt payé qui ressort à 376 millions d'euros en 2024 contre 386 millions d'euros au premier semestre 2023.

Les **flux nets liés aux opérations d'investissement** comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 335 millions d'euros au 30 juin 2024 contre une utilisation de 243 millions d'euros sur la même période en 2023. Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 118 millions d'euros au 30 juin 2024, en augmentation de 43 millions par rapport aux 75 millions d'euros du premier semestre 2023. Le montant (net de cessions) consacré aux acquisitions de filiales s'est élevé à 229 millions d'euros, incluant notamment

l'acquisition de Spinnaker et 63 millions d'euros de paiements d'earn-out, contre 158 millions d'euros au premier semestre 2023 (montant incluant notamment les acquisitions de Practia et Corra).

Les **opérations de financement** se sont traduites par une utilisation de 351 millions d'euros à fin juin 2024 contre une utilisation de 388 millions d'euros à la même période de l'année précédente. Les rachats (nets) d'actions propres ont généré une utilisation de cash de 119 millions d'euros (contre une utilisation de 193 millions d'euros en 2023), liée principalement au programme de rachat qui s'est déroulé au cours du 1^{er} trimestre et qui a conduit à l'achat de 1 031 711 actions propres pour un montant total de 99 millions d'euros ; ainsi qu'à l'acquisition d'un bloc de 150 000 actions auprès d'un actionnaire pour un montant de 15 millions d'euros. Les remboursements de dettes locatives et les intérêts y afférent s'élevaient à 224 millions d'euros au 30 juin 2024, comparé à 207 millions sur la même période en 2023. Les intérêts nets encaissés se sont élevés à 13 millions d'euros sur le semestre, contre 17 millions d'euros en 2023.

Au total, la **position de trésorerie** du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 1 168 millions d'euros au cours du premier semestre 2024 contre une diminution de 933 millions d'euros sur la même période de l'année précédente.

En incluant les lignes de crédit mobilisables à court terme, la **liquidité disponible pour le Groupe** s'élève à 4 661 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 5 682 millions d'euros au 30 juin 2023 et 6 250 millions d'euros au 31 décembre 2023. Après la mise en place en juillet 2024 de la nouvelle facilité de crédit pour un montant de 2 000 millions d'euros, qui annule et remplace la ligne de crédit confirmée de 1 579 millions d'euros, la liquidité disponible pour le Groupe s'établirait à 5 082 millions d'euros (cf. événements postérieurs à la clôture).

Free cash flow

Le **free cash flow** du Groupe hors variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) est l'indicateur utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession de participations et avant les opérations de financement (y compris le financement du Besoin en Fonds de Roulement).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash flow* du Groupe.

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Marge opérationnelle avant amortissements	1 401	1 335
Intérêts financiers payés, nets	13	17
Remboursement des obligations locatives et intérêts associés	(224)	(207)
Impôt payé	(376)	(386)
Autres	48	41
Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR	862	800
Investissements en immobilisations (nets)	(118)	(75)
Free cash flow avant variation du BFR	744	725

Le **free cash flow** du Groupe, avant variation du besoin en fonds de roulement (BFR), s'établit à 744 millions euros au premier semestre 2024, en hausse de 19 millions d'euros par rapport à celui de la même période en 2023, notamment grâce à la croissance de la marge opérationnelle avant amortissements qui progresse de 66 millions d'euros.

Les **impôts payés** s'établissent à 376 millions d'euros, en baisse de 10 millions, par rapport aux 386 millions de 2023. En janvier 2023, le Groupe avait procédé au versement d'un montant additionnel de 110 millions d'euros relatif à l'exercice fiscal 2022, lié à la mise en place du « *Tax Cuts and Jobs Act* » (TCJA) aux Etats-Unis. Toutefois, cet effet a été compensé en grande partie par une progression de l'impôt payé au premier semestre 2024, liée, notamment, à des ajustements de la charge d'impôt payée en 2023 et à des prélèvements à la source.

Les **remboursements de dettes locatives** et les intérêts y afférent s'élèvent à 224 millions d'euros au 30 juin 2024, en augmentation de 17 millions d'euros par rapport aux 207 millions du premier semestre 2023.

Les **intérêts financiers nets** constituent un produit de 13 millions d'euros sur le premier semestre 2024, par rapport à un produit de 17 millions d'euros au S1 2023.

Les **investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles** se sont établis à 118 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, en augmentation de 43 millions d'euros par rapport aux 75 millions du premier semestre 2023, reflétant des investissements plus importants dans les plateformes et dans l'infrastructure cloud, le coût relatif au déploiement de l'ERP dans l'ensemble de l'organisation, ainsi que des coûts liés aux nouveaux contrats de location.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent principalement celles réalisées avec les entreprises associées et il n'y a pas eu de changements significatifs dans les transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'année à l'exception du produit non courant réalisé dans le cadre de l'apport du droit d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon à Unlimitail, société mise en équivalence détenue à 49 %, pour un montant de 14 millions d'euros, après élimination de la quote-part de résultat interne.

Par ailleurs, une opération de rachat d'un bloc de 150 000 actions propres a été réalisée par Publicis Groupe S.A. auprès de Mme Sophie Dulac pour un montant de 15 millions d'euros, qui serviront également à satisfaire aux obligations de la Société en lien avec les plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans avoir à émettre de nouvelles actions. Le montant de la transaction correspond à un prix de 100,09 euros par action rachetée, soit une décote de 1 % par rapport au cours de bourse de clôture de 101,10 euros du 13 juin 2024.

Publicis Groupe S.A. (société mère du Groupe)

Le total des **produits d'exploitation** s'élève à 120 millions d'euros au cours du premier semestre 2024, contre 73 millions pour la même période de l'année précédente. Il comprend le chiffre d'affaires, composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe, pour un montant de 15 millions d'euros, identique à celui de l'année précédente, et des refacturations et autres produits pour 106 millions d'euros (contre 58 millions au 30 juin 2023), la majeure partie de ces éléments n'ayant pas d'impact au niveau du résultat de la Société, car ayant une contrepartie au niveau des charges d'exploitation. L'augmentation provient de la refacturation aux agences du Groupe des livraisons d'actions gratuites dans le cadre des plans attribués aux salariés.

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 125 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 68 millions d'euros au 30 juin de l'année précédente. En excluant les coûts refacturés, elles augmentent de 7 millions d'euros.

En conséquence, le **résultat d'exploitation** s'établit à 5 millions d'euros de perte sur le premier semestre 2024, comparé à un profit de 5 millions d'euros en 2023.

Les **produits financiers** s'établissent à 5 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 4 millions d'euros l'année précédente, notamment grâce aux dividendes remontés par les filiales.

Les **charges financières** s'élèvent à 58 millions d'euros au 30 juin 2024, contre 44 millions d'euros l'année précédente. Cette évolution est liée, pour la plus grande partie, à l'augmentation de la charge d'intérêt relative au *cash-pool* du Groupe.

Le **résultat courant avant impôt** est une perte de 57 millions d'euros au cours du premier semestre 2024, contre une perte de 35 millions d'euros sur la même période en 2023.

Après prise en compte d'un gain **d'impôt** net de 5 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le **résultat net de Publicis Groupe S.A.**, société mère du Groupe, ressort en perte de 53 millions d'euros au 30 juin 2024 contre une perte de 31 millions d'euros au 30 juin 2023.

1.6 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Le 12 juillet 2024, le Groupe a mis en place une nouvelle facilité de crédit de type Revolving Credit Facility pour un montant de 2 000 millions d'euros et une maturité en juillet 2029 (avec une option d'extension de deux ans). Cette facilité annule et remplace la ligne de crédit confirmée de 1 579 millions d'euros à échéance 2026.

1.7 PERSPECTIVES

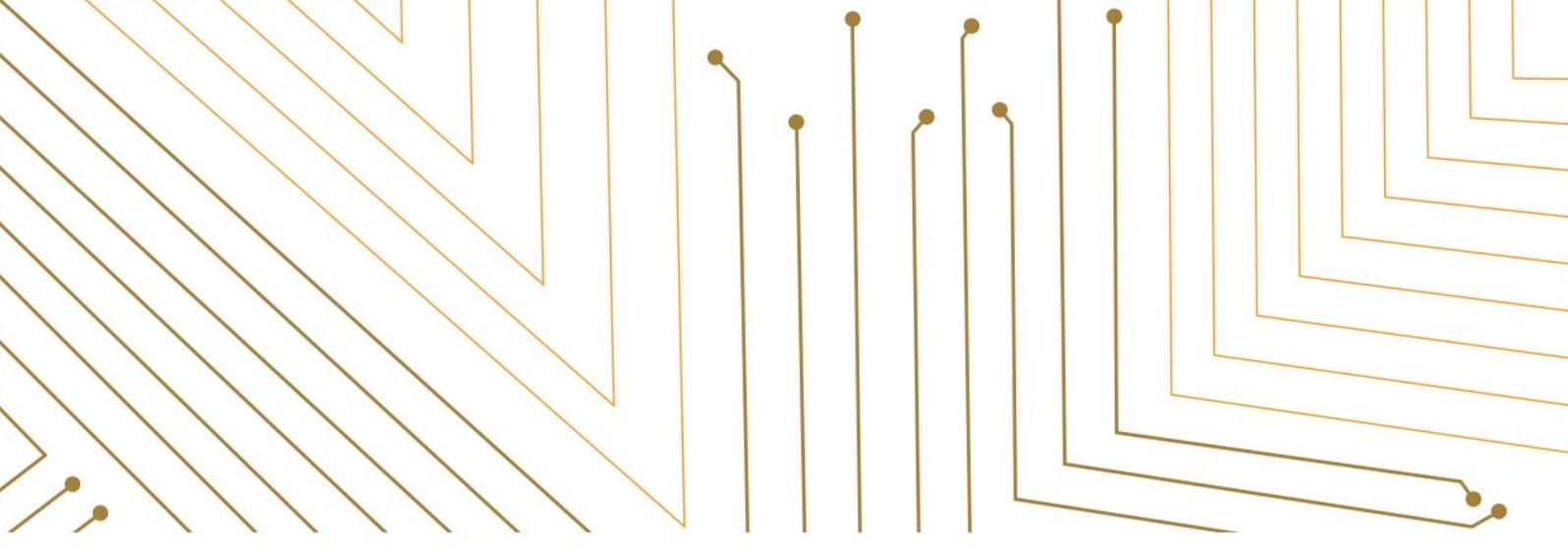
Après un premier semestre 2024 meilleur que prévu, qui a démontré la force de son modèle et la pérennité de sa surperformance dans le secteur, le Groupe est confiant dans son potentiel à accélérer encore sa croissance organique au second semestre, et relève son objectif de croissance organique pour l'ensemble de l'année 2024 malgré les incertitudes macro-économiques persistantes.

Le Groupe vise désormais une **croissance organique entre +5 % et +6 % pour l'année**, contre +4 % et +5 % précédemment.

Le bas de la fourchette à **+5 % est le nouveau plancher** dans le contexte macroéconomique actuel, compte tenu des retards persistants dans les projets de transformation numérique des clients et les réductions de dépenses de publicité traditionnelle.

Le haut de la fourchette à **+6 % constitue un stretch**, dans l'hypothèse d'une amélioration du contexte macroéconomique, qui conduirait à une reprise des projets de transformation numérique des entreprises, à une moindre réduction des dépenses de publicité traditionnelle et à un impact positif de l'augmentation des budgets des clients au cours du quatrième trimestre.

Le Groupe **confirme par ailleurs ses objectifs 2024 pour ses ratios financiers**, qui seront maintenus aux niveaux les plus élevés de l'industrie, avec un taux de marge opérationnelle à 18 % et un *free cash flow* compris entre 1,8 et 1,9 milliard d'euros avant variation du besoin en fonds de roulement, incluant une charge opérationnelle de 100 millions d'euros dédiée au plan d'investissement du Groupe dans l'intelligence artificielle.



Chapitre

2. COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2024

2.1	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	16	2.5	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	20
2.2	ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	17	2.6	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	22
2.3	BILAN CONSOLIDÉ	18			
2.4	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	19			

2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)	31 décembre 2023 (12 mois)
Revenu net ⁽¹⁾		6 688	6 318	13 099
Revenu des coûts refacturables		962	787	1 703
Revenu		7 650	7 105	14 802
Charges de personnel	4	(4 498)	(4 200)	(8 514)
Autres charges opérationnelles		(1 751)	(1 570)	(3 443)
Marge opérationnelle avant amortissements		1 401	1 335	2 845
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	5	(241)	(242)	(482)
Marge opérationnelle		1 160	1 093	2 363
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5	(123)	(142)	(268)
Perte de valeur	5	(45)	(112)	(153)
Autres produits et charges non courants	6	16	4	(202)
Résultat opérationnel		1 008	843	1 740
Charges financières		(61)	(59)	(120)
Produits financiers		100	101	198
Coût de l'endettement financier net	7	39	42	78
Autres charges et produits financiers	7	(39)	(56)	(99)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	7	28	1	12
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		1 036	830	1 731
Impôt sur le résultat	8	(256)	(205)	(415)
Résultat net des entreprises consolidées		780	625	1 316
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	11	(3)	3	6
Résultat net		777	628	1 322
Dont :				
● Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		4	5	10
● Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		773	623	1 312
Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	9			
Nombre d'actions		250 711 640	250 829 338	250 706 485
Bénéfice net par action		3,08	2,48	5,23
Nombre d'actions dilués		253 302 880	253 618 058	253 999 363
Bénéfice net par action - dilué		3,05	2,46	5,17

(1) Revenu net : Revenu après déduction des coûts refacturables aux clients. Ces coûts concernent essentiellement des activités de production et de média, ainsi que des frais divers à la charge des clients. Ces éléments refacturables aux clients ne faisant pas partie du périmètre d'analyse des opérations, l'indicateur revenu net est le plus pertinent pour la mesure de la performance opérationnelle des activités du Groupe.

2.2 ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)	31 décembre 2023 (12 mois)
Résultat net de la période (a)	777	628	1 322
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat			
● Réévaluation du passif net relatif aux régimes à prestations définies	18	(6)	12
● Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(4)	2	(3)
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat			
● Réévaluation des instruments de couverture	19	13	34
● Écarts de conversion de consolidation	239	(217)	(390)
Total des autres éléments du résultat global (b)	272	(208)	(347)
Résultat global de la période (a) + (b)	1 049	420	975
Dont :			
● Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	(2)	4
● Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	1 045	422	971

12

2.3 BILAN CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2024	31 décembre 2023
Actif			
Goodwills nets	10	12 812	12 422
Immobilisations incorporelles nettes		901	958
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	17	1 640	1 614
Immobilisations corporelles nettes		591	596
Impôts différés actifs		173	212
Titres mis en équivalence	11	80	46
Autres actifs financiers	12	316	316
Actifs non courants		16 513	16 164
Stocks et en-cours de production		482	341
Clients et comptes rattachés		12 883	13 400
Actifs sur contrats		1 860	1 297
Autres créances et actifs courants		1 098	1 264
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3 082	4 250
Actifs courants		19 405	20 552
Total de l'actif		35 918	36 716
Passif			
Capital		102	102
Réserves consolidées, part du Groupe		9 814	9 686
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (part du Groupe)	13	9 916	9 788
Participations ne donnant pas le contrôle		(41)	(40)
Total capitaux propres		9 875	9 748
Dettes financières à plus d'un an	16	1 650	2 462
Obligations locatives à plus d'un an	17	1 990	1 992
Impôts différés passifs		63	98
Engagements de retraites et autres avantages à plus d'un an	15	260	265
Provisions à long terme	14	365	319
Passifs non courants		4 328	5 136
Fournisseurs et comptes rattachés		15 953	17 077
Passifs sur contrats		481	513
Dettes financières à moins d'un an	16	1 382	726
Obligations locatives à moins d'un an	17	372	360
Dettes d'impôts sur les sociétés		302	378
Engagements de retraites et autres avantages à moins d'un an	15	24	21
Provisions à court terme	14	207	255
Autres dettes et passifs courants		2 994	2 502
Passifs courants		21 715	21 832
Total du passif		35 918	36 716

2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)	31 décembre 2023 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net		777	628	1 322
Neutralisation des produits et charges calculés :				
Impôt sur le résultat	8	256	205	415
Coût de l'endettement financier net	7	(39)	(42)	(78)
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	6	(16)	(2)	(1)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	5	409	496	903
Rémunérations fondées sur des actions	20	46	41	85
Autres produits et charges calculés		12	51	79
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	11	3	(3)	(6)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	11	1	2	7
Impôt payé		(376)	(386)	(669)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾		(1 629)	(1 053)	(9)
Flux net de trésorerie liés à l'activité (I)		(556)	(63)	2 048
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(120)	(75)	(180)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2	-	2
Acquisitions nettes d'immobilisations financières		12	(10)	13
Acquisitions de filiales	3	(229)	(158)	(194)
Cessions de filiales	3	-	-	11
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (II)		(335)	(243)	(348)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	13	-	-	(726)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(9)	(7)	(9)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts ⁽²⁾	16	-	4	5
Remboursement des emprunts ⁽²⁾	16	(5)	-	(502)
Remboursement des obligations locatives	17	(182)	(168)	(344)
Intérêts payés sur obligations locatives	17	(42)	(39)	(79)
Intérêts financiers payés		(85)	(86)	(99)
Intérêts financiers encaissés		98	103	192
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle		(7)	(2)	(4)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et exercice de BSA	13	(119)	(193)	(189)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (III)		(351)	(388)	(1 755)
Incidence des variations de taux de change (IV)				
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)		(1 168)	(933)	(366)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier		4 250	4 616	4 616
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier	16	(1)	(1)	(1)
Trésorerie à l'ouverture (V)		4 249	4 615	4 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		3 082	3 682	4 250
Soldes créditeurs de banques à la clôture	16	(1)	-	(1)
Trésorerie à la clôture (VI)		3 081	3 682	4 249
Variation de la trésorerie consolidée (VI - V)		(1 168)	(933)	(366)
(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité				
Variation des stocks et en-cours de production		(121)	4	(22)
Variation des créances clients et autres créances		481	868	(2 303)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions		(1 989)	(1 925)	2 316
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(1 629)	(1 053)	(9)

(2) Voir note 16.

12

2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
250 574 493	1^{er} Janvier 2024	102	3 336
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	Résultat global de la période		
-	Dividendes		(53)
-	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
-	Exercices de bons de souscription d'actions		
416 958	(Achats)/Ventes d'actions propres		
250 991 451	30 Juin 2024	102	3 283
251 992 065	1^{er} Janvier 2023	102	4 037
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	Résultat global de la période	0	0
-	Dividendes		(701)
-	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
-	Exercices de bons de souscription d'actions		
(1 490 149)	(Achats)/Ventes d'actions propres		
250 501 916	30 Juin 2023	102	3 336

	Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	6 633	(299)	16	9 788	(40)	9 748
	773			773	4	777
	14	239	19	272	-	272
	787	239	19	1 045	4	1 049
	(800)			(853)	(9)	(862)
	60			60		60
	(5)			(5)	4	(1)
	-			-		-
	(119)			(119)		(119)
	6 556	(60)	35	9 916	(41)	9 875
	5 324	85	87	9 635	(35)	9 600
	623			623	5	628
		(210)	9	(201)	(7)	(208)
	623	(210)	9	422	(2)	420
	(25)			(726)	(7)	(733)
	50			50		50
	1			1	0	1
	0			0		0
	(194)			(194)		(194)
	5 779	(125)	96	9 188	(44)	9 144

2.6 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Sommaire des notes annexes

Note 1	Synthèse des règles et méthodes comptables	23	Note 12	Autres actifs financiers	30
Note 2	Contexte macro-économique	23	Note 13	Capitaux propres	30
Note 3	Variations du périmètre	24	Note 14	Provisions pour risques et charges	31
Note 4	Charges de personnel et effectifs	24	Note 15	Engagements de retraite	32
Note 5	Dotations aux amortissements et perte de valeur	25	Note 16	Dettes financières	33
Note 6	Autres produits et charges non courants	25	Note 17	Contrats de location	35
Note 7	Charges et produits financiers	26	Note 18	Engagements	36
Note 8	Impôt sur le résultat	27	Note 19	Information sectorielle	37
Note 9	Bénéfice net par action	27	Note 20	Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe S.A.	40
Note 10	Goodwill	29	Note 21	Informations relatives aux transactions avec les parties liées	43
Note 11	Participations dans des entreprises associées	29	Note 22	Événements postérieurs à la clôture	43

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2024 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 17 juillet 2024.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe Publicis au 30 juin 2024 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/ IFRS approuvées par l'Union européenne à la date de clôture et d'application obligatoire à cette date.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2024 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes avec celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2023, et présentées dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 24 avril 2024 (« document d'enregistrement universel 2023 », pages 286 à 296).

Nouvelles normes et interprétations applicables

Application des nouvelles normes et interprétations

L'application par le Groupe des normes et interprétations, obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024, n'a pas d'impact significatif sur les états financiers :

- Modifications d'IAS1 concernant le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants ;

- Modifications d'IFRS 16 concernant le passif de location relatif à une cession-bail ;
- Modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7 concernant les accords de financement de fournisseurs.

Application par anticipation

Au 30 juin 2024, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation.

Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les actifs et passifs qui font l'objet d'estimations au 1^{er} semestre 2024 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2023 dans le document d'enregistrement universel 2023. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Au 30 juin 2024, les hypothèses tiennent compte d'un contexte macro-économique qui reste incertain. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Note 2 Contexte macro-économique

Conjoncture économique

Malgré une conjoncture économique plus difficile, la performance des activités du Groupe est en ligne avec les taux de croissance et les taux de marge prévus dans les plans d'affaires.

Dans ce contexte, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié et le Groupe n'a pas effectué de tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition.

Note 3 Variations du périmètre

Prises de contrôle de la période

La principale acquisition de la période est, en mars 2024, celle de Spinnaker SCA, à 100 %. Il s'agit d'une société de services spécialisée dans la *supply chain* qui fournit des conseils en stratégie, planification et exécution de bout en bout en matière de *supply chain*. Cette acquisition permet au Groupe de renforcer son expertise et ses capacités en matière de transformation de la chaîne d'approvisionnement numérique. La contrepartie transférée est de 116 millions d'euros.

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble avec prise de contrôle exclusif durant la période, s'élève à 174 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- 139 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- 29 millions d'euros d'engagements de compléments de prix ;

- 6 millions d'euros d'engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle.

Le montant payé sur le premier semestre 2024 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 229 millions d'euros et comprend :

- 173 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- (7) millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- 63 millions d'euros de compléments de prix liés à des acquisitions antérieures décaissés au cours de la période.

Les acquisitions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 1 % au revenu net consolidé du premier semestre 2024 et pour moins de 1 % au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Cessions de la période

Il n'y a pas eu de cession significative au cours de la période.

Note 4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés, coûts de restructuration ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)
Rémunérations	(3 551)	(3 326)
Charges sociales (y compris avantages postérieurs à l'emploi)	(686)	(623)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(46)	(41)
Intérimaires et « free-lance »	(174)	(165)
Coûts de restructuration	(41)	(45)
Total	(4 498)	(4 200)

/ Répartition des effectifs au 30 juin par zone géographique

	30 juin 2024	31 décembre 2023	30 juin 2023
Europe	25 896	25 292	25 159
Amérique du Nord	30 999	29 979	29 704
Amérique latine	10 712	10 231	9 910
Asie Pacifique	35 271	34 039	32 666
Moyen-Orient et Afrique	4 029	3 754	3 713
Total	106 907	103 295	101 152

Note 5 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(24)	(27)
Amortissement des immobilisations corporelles	(66)	(64)
Amortissement des droits d'utilisation	(151)	(151)
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(241)	(242)
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(123)	(142)
Pertes de valeur liées aux contrats immobiliers	(42)	(112)
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles	(3)	-
Total des dotations aux amortissements et perte de valeur	(409)	(496)

Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition et actifs incorporels

Aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié, et aucun test d'*impairment* n'a été effectué.

Pertes de valeur liées aux contrats immobiliers

Dans le cadre du programme d'optimisation des locaux visant à regrouper les agences sur un ou plusieurs sites dans les principaux pays, il a été nécessaire de vider des espaces loués, afin de mieux utiliser l'espace existant sur les autres sites. En conséquence, les droits d'utilisation concernant les espaces vacants ont fait l'objet d'une perte de valeur totale ou partielle, il en est de même des agencements attachés à ces espaces.

La perte de valeur comptabilisée au premier semestre 2024 s'élève à 42 millions d'euros (32 millions d'euros nets d'impôts), dont 20 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 5 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 17 millions d'euros sont inclus dans les provisions sur engagements immobiliers.

La perte de valeur comptabilisée au premier semestre 2023 s'élevait à 112 millions d'euros (83 millions d'euros nets d'impôts), dont 75 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 4 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 33 millions d'euros étaient inclus dans les provisions sur engagements immobiliers.

Note 6 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cessions d'actifs.

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	2	5
Autres produits et (charges) non courants	14	(1)
Total des autres produits et charges non courants	16	4

Au premier semestre 2024, le résultat non courant de 16 millions d'euros correspond principalement au produit de 14 millions d'euros généré par l'apport du droit d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon à Unlimitail (voir note 11).

Au premier semestre 2023, le produit de 5 millions d'euros sur cessions d'actifs correspondait à la revalorisation de titres antérieurement détenus dans le cadre de la prise de contrôle de Sapiant AI Labs dans laquelle Publicis Groupe détenait une participation minoritaire (acquisition par étapes).

Note 7 Charges et produits financiers

/ Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)
Charges financières	(61)	(59)
Produits financiers ⁽¹⁾	100	101
Coût de l'endettement financier net	39	42
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	2	(3)
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(5)	(5)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(42)	(39)
Variation de juste valeur des actifs financiers ⁽²⁾	7	(8)
Autres	(1)	(1)
Autres charges et produits financiers	(39)	(56)
Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	-	(14)

(1) Au premier semestre 2024, les produits financiers sont de même nature que ceux du premier semestre 2023 et correspondent aux placements de la trésorerie.

(2) Cette rubrique concerne principalement les variations de juste valeur des investissements dans des FCPR.

/ Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	28	1

Note 8 Impôt sur le résultat

Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat du premier semestre 2024 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet, qui prend en compte les effets non significatifs de l'impôt complémentaire dû au titre de Pilier 2.

(en millions d'euros)		30 juin 2024 (6 mois)	30 juin 2023 (6 mois)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		1 036	830
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions		(28)	(1)
Principales cessions non taxables / non déductibles		-	(4)
Produit généré par les apports réalisés à Unlimitail		(14)	-
Résultat avant impôt des entreprises consolidées retraité	A	994	825
Impôt constaté au compte de résultat		(256)	(205)
Effet d'impôt sur le produit généré par les apports réalisés à Unlimitail		8	-
Impôt constaté au compte de résultat retraité	B	(248)	(205)
Taux effectif d'impôt	B/A	24,9 %	24,8 %

Pour rappel, le taux d'impôt effectif de l'exercice 2023 (12 mois) s'élevait à 24,1 %.

Note 9 Bénéfice net par action

/ Bénéfice net par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2024	30 juin 2023
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	A	773	623
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
● Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	-
Résultat net part du Groupe - dilué	B	773	623
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier		254 311 860	254 311 860
Actions créées sur la période		-	-
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)		(3 600 220)	(3 482 522)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	250 711 640	250 829 338
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
● Actions gratuites et stock-options dilutifs		2 591 240	2 788 720
● Bons de souscription d'actions (BSA)		-	-
Nombre d'actions - dilué	D	253 302 880	253 618 058
(en euros)			
Bénéfice net par action	A/C	3,08	2,48
Bénéfice net par action - dilué	B/D	3,05	2,46

/ **Bénéfice net courant par action (de base et dilué)**

(en millions d'euros, sauf les actions)

	30 juin 2024	30 juin 2023
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant⁽¹⁾		
Résultat net part du Groupe	773	623
<i>Éléments exclus :</i>		
● Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	92	105
● Pertes de valeur, nettes d'impôt	34	83
● Réévaluation des compléments de prix d'acquisition	(28)	(1)
● Principales plus ou moins-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers, nets d'impôts ⁽²⁾	(14)	3
Résultat net courant part du Groupe	E 857	813
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
● Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	-	-
Résultat net courant part du Groupe - dilué	F 857	813
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA		
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	254 311 860	254 311 860
Actions créées sur la période	-	-
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)	(3 600 220)	(3 482 522)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C 250 711 640	250 829 338
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
● Actions gratuites et stock-options dilutifs	2 591 240	2 788 720
● Bons de souscription d'actions (BSA)	-	-
Nombre d'actions - dilué	D 253 302 880	253 618 058

(en euros)

Bénéfice net courant par action⁽¹⁾	E/C	3,42	3,24
Bénéfice net courant par action - dilué⁽¹⁾	F/D	3,38	3,21

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus ou moins-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers, de la réévaluation des compléments de prix.

(2) Au 30 juin 2024, les principales plus-values de cession s'élèvent à 8 millions d'euros et les ajustements de juste valeur des actifs financiers s'élèvent à 6 millions d'euros. Au 30 juin 2023, les principales plus ou moins-values de cession s'élèvent à 4 millions d'euros et les ajustements de juste valeur des actifs financiers s'élèvent à (7) millions d'euros.

Note 10 Goodwill

Variation des goodwill

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
31 décembre 2023	13 948	(1 526)	12 422
Acquisitions	163	-	163
Cessions et sorties d'actifs	(1)	-	(1)
Variations liées à la revalorisation des compléments de prix pendant la période d'affectation	(57)	-	(57)
Effet de change et autres	323	(38)	285
30 juin 2024	14 376	(1 564)	12 812

Note 11 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 80 millions d'euros au 30 juin 2024 (contre 46 millions d'euros au 31 décembre 2023).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
31 décembre 2023	46
Quote-part de résultat	(3)
Augmentations de capital	39
Entrées de périmètre	-
Sortie de périmètre	-
Dividendes reçus	(1)
Effet de change et autres	(1)
30 juin 2024	80

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe a réalisé des augmentations de capital dans la société Unlimitail, dont il détient 49 % (société mise en équivalence). Le montant total des apports s'élève à 105 millions d'euros, dont 51 millions d'euros apportés par le Groupe (à hauteur de sa participation) :

- 27 millions d'euros correspondant à des droits d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon ;
- 24 millions d'euros en numéraire.

Le produit généré par cette opération a été constaté en résultat non courant pour 14 millions d'euros après élimination de la quote-part de résultat interne (voir note 6).

Le tableau suivant présente la valeur comptable au 30 juin 2024 des sociétés mises en équivalence :

(en millions d'euros)	30 juin 2024
Magalas Limited	17
OnPoint Consulting Inc	4
SCB Tech X	14
Somupi SA	3
Unlimitail	32
Viva Tech ⁽¹⁾	5
Voilà SAS	1
Autres titres mis en équivalence	4
Valeur nette	80

(1) Société en participation constituée entre MSL France et Les Échos Solutions.

Note 12 Autres actifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Autres actifs financiers mesurés à la juste valeur par résultat :		
• Fonds communs de placement à Risque ⁽¹⁾	135	144
• Autres	25	19
Dépôts de garantie et cautionnements ⁽²⁾	41	43
Prêts à des sociétés mises en équivalence ou non consolidées	38	37
Créances de sous-location	44	43
Excédent net des plans de retraite en surplus	38	35
Autres	22	22
Valeur brute	343	343
Dépréciation	(27)	(27)
Valeur nette	316	316

(1) Ces Fonds Communs de Placement à Risque sont dédiés aux entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

(2) Les dépôts de garantie et cautionnements comprennent notamment les dépôts de garantie versés aux bailleurs dans le cadre des contrats de location immobilière.

Note 13 Capitaux propres

Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Capital social au 1 ^{er} janvier	254 311 860	254 311 860
Augmentation de capital	-	-
Actions composant le capital social en fin de période	254 311 860	254 311 860
Auto-détention en fin de période	(3 320 409)	(3 737 367)
Actions en circulation en fin de période	250 991 451	250 574 493

Le capital social de Publicis Groupe S.A. s'élève au 30 juin 2024 à 101 724 744 euros, divisé en 254 311 860 actions de 0,40 euro de nominal.

Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2024

Les actions propres détenues en portefeuille à la fin de la période, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto-détenues a évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2024 :

	Nombre d'actions
Actions propres détenues au 31 décembre 2023 ⁽¹⁾	3 737 367
Livraisons d'actions gratuites	(1 629 927)
Rachats d'actions propres	1 181 711
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	31 258
Actions propres détenues au 30 juin 2024 ⁽¹⁾	3 320 409

(1) Y compris 52 587 actions détenues au titre du contrat de liquidité au 30 juin 2024 et 21 329 au 31 décembre 2023.

Dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres, Publicis Groupe S.A. a procédé au rachat de 1 031 711 de ses actions pour un montant de 99 millions d'euros au cours du premier semestre 2024. Ce programme a pour objectif de satisfaire aux obligations liées aux plans actuels d'actions

gratuites au bénéfice des salariés, sans émettre de nouvelles actions. En 2023, Publicis Groupe S.A. avait procédé au rachat de 3 000 000 de ses actions pour un montant de 222 millions d'euros.

Par ailleurs, au cours du mois de juin 2024, Publicis Groupe S.A. a acquis un bloc de 150 000 de ses propres actions pour un montant de 15 millions d'euros, auprès de l'actionnaire Madame Sophie Dulac, qui serviront également à satisfaire aux obligations de la Société en lien avec les plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans avoir à émettre de nouvelles actions. Le montant de la transaction correspond à un prix de 100,09 euros par action rachetée, soit une décote de 1 % par rapport au cours de bourse de clôture de 101,10 euros du 13 juin 2024 (voir note 21).

Dividendes

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2024, Publicis Groupe S.A. a procédé le 3 juillet 2024 au paiement d'un dividende de 3,40 euros par action, entièrement payé en numéraire.

Un montant de 853 millions d'euros a été comptabilisé en dette au 30 juin 2024, en « Autres dettes et passifs courants ».

Note 14 Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Risques et litiges	Autres provisions	Total
31 décembre 2023	56	115	232	171	574
Dotations	20	17	7	2	46
Utilisations	(29)	(15)	(19)	(8)	(71)
Autres reprises	(2)	-	(1)	(1)	(4)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Pertes (gains) actuariels	-	-	-	-	-
Change et divers	-	22	2	3	27
30 juin 2024	45	139	221	167	572
Dont à court terme	41	19	74	73	207
Dont à long terme	4	120	147	94	365

Métrobus/Autorité de la concurrence

En avril 2022, le Groupe a reçu une notification de griefs de l'Autorité de la concurrence, relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France. La procédure est en cours.

Publicis Health LLC

Le 1^{er} février 2024, un accord a été conclu avec les procureurs généraux des 50 États, le District de Columbia et certains Territoires des États-Unis concernant le travail réalisé par l'ancienne agence de publicité Rosetta pour le compte de fabricants d'opioïdes, mettant ainsi un terme à près de trois ans de discussions. Ils ont annoncé leur adhésion à l'accord de principe et ont déposé leurs demandes d'approbation des termes de cet accord ("the consent judgments") auprès des tribunaux de leurs juridictions respectives. Les jugements rendus ont tous été ratifiés par les tribunaux et mettent un terme à toutes les plaintes, en rapport avec les travaux entrepris dans le passé pour les fabricants d'opioïdes, y compris par l'ancienne agence de publicité Rosetta (fusionnée dans Publicis Health, LLC), qui pourraient être déposées par ces États et Territoires américains.

Les procureurs généraux ont reconnu la bonne foi et l'attitude responsable et citoyenne de Publicis Health, LLC lors de la conclusion de cet accord. Ce règlement a permis de clore les discussions et d'aboutir au paiement de (343) millions de dollars versés en 2023 sur un compte séquestre alloué aux États, aux Territoires des États-Unis et au District de Columbia, et de (7) millions de dollars pour rembourser

les frais d'avocat, les coûts et dépenses liés à l'enquête et la mise en place d'un répertoire de documents ("document repository"). Le montant total du règlement (350 millions de dollars versés en 2023 sur un compte de séquestre) a été compensé par un remboursement d'assurance de 130 millions de dollars (reçu par Publicis sur un compte bancaire en 2023). Par conséquent, les charges non courantes nettes enregistrées en 2023 étaient de 220 millions de dollars (203 millions d'euros) avant impôts et 165 millions de dollars nets d'impôt (152 millions d'euros).

Au cours du premier semestre 2024, presque tous les États et Territoires américains ont reçu le règlement au titre de l'accord à l'exception de 3 État/Territoires (Minnesota, Porto Rico et Guam). Ces paiements seront effectués à l'issue des périodes de recours applicables.

Après les règlements réalisés aux États et Territoires américains, le compte séquestre s'élève à 7 millions de dollars à fin juin 2024.

Cet accord n'est en aucun cas une reconnaissance de faute ou de responsabilité. Publicis Health, LLC se défendra, si nécessaire, contre tout litige que cet accord ne parviendrait pas à résoudre.

Pour rappel, le 6 mai 2021, le procureur général du Commonwealth du Massachusetts a intenté une action en justice contre Publicis Health, LLC, une filiale de Publicis Groupe, en rapport avec le travail que cette agence et les agences qui l'ont précédée ont effectué pour Purdue Pharma de 2010 à 2018 au titre de la commercialisation des opioïdes. Selon le procureur général, Publicis a violé la loi sur la protection des consommateurs du Massachusetts et a créé une nuisance publique en participant aux efforts de Purdue Pharma pour commercialiser et vendre des opioïdes. Cette affaire a été réglée dans le cadre d'une résolution globale, décrite ci-dessus, avec tous les États, Territoires américains et le District de Columbia.

En août 2022, Publicis Health, LLC a également été nommée dans plusieurs actions en justice intentées contre McKinsey, qui font l'objet d'une procédure unique devant le tribunal de

Californie. Quatre actions en justice ont été intentées par des tribus et trois ont été intentées par des gouvernements locaux concernant le travail que Publicis Health, LLC et les agences qui l'ont précédée ont effectué pour Purdue Pharma en lien avec la commercialisation d'opioïdes. Le 19 septembre 2023, Publicis Health, LLC a été nommée dans une action similaire intentée par le Comté de St. Clair devant le tribunal de l'Illinois. Les quatre tribus et les trois gouvernements locaux ont réglé leurs affaires avec McKinsey.

Le 16 avril 2024, Publicis Health LLC a été nommée dans un recours collectif initié par Cleveland Bakers, Teamsters Health and Welfare Fund pour leur propre compte et pour celui de tous les autres tiers qui auraient encouru des coûts supplémentaires à la suite de la crise des opioïdes. Publicis Health LLC nie toute faute ou responsabilité et a déposé une requête en irrecevabilité.

Note 15 Engagements de retraite

(en millions d'euros)

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Engagements de retraites et autres avantages à plus d'un an	(260)	(265)
Engagements de retraites et autres avantages à moins d'un an	(24)	(21)
Excédent net des plans de retraite en surplus ⁽¹⁾	38	35
Provision nette sur engagements de retraite à prestations définies et couverture médicale post-emploi	(246)	(251)

(1) Les excédents nets des plans sont présentés en autres actifs financiers (voir note 12).

Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2024 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence.

30 juin 2024	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	5,25 %	5,15 % - 5,20 %	3,65 %	1,70 % - 11,0 %	5,25 %	5,15 % - 5,20 %

31 décembre 2023	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	4,70 %	4,50 % - 4,55 %	3,15 %	1,30 % - 7,10 %	4,70 %	4,50 % - 4,55 %

Note 16 Dettes financières

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	2 842	2 841
Autres emprunts et dettes	190	347
Total dettes financières	3 032	3 188
Dont à court terme	1 382	726
Dont à long terme	1 650	2 462

/ Variation des dettes financières

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	Flux de trésorerie	Variations hors trésorerie			30 juin 2024
			Acquisitions	Variations de taux de change	Variations de juste valeur	
Eurobond 1,625 % - décembre 2024 (TIE 1,732 %) ⁽¹⁾	600	-	-	-	-	600
Eurobond 0,625 % - juin 2025 (TIE 0,781 %) ⁽¹⁾	748	-	-	-	1	749
Eurobond 1,25 % - juin 2028 (TIE 1,329 %) ⁽¹⁾	748	-	-	-	-	748
Eurobond 1,75 % - juin 2031 (TIE 1,855 %) ⁽¹⁾	745	-	-	-	-	745
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	2 841	-	-	-	1	2 842
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	253	(63)	29	11	(87)	143
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	23	(7)	-	2	-	18
Intérêts courus	46	(85)	-	1	47	9
Autres emprunts et lignes de crédit ⁽³⁾	24	(5)	-	-	-	19
Soldes créditeurs de banques	1	-	-	-	-	1
Autres dettes financières	71	(90)	-	1	47	29
Total des dettes financières	3 188	(160)	29	14	(39)	3 032
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽²⁾	117	-	-	-	59	176
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe ⁽²⁾	36	17	-	-	(80)	(27)
Total des dettes liées aux activités de financement	3 341	(143)	29	14	(60)	3 181

(1) Net des frais et primes d'émission. Le nombre de titres au 30 juin 2024 est de 6 000 pour l'Eurobond 2024, 7 500 pour l'Eurobond 2025, 7 500 pour l'Eurobond 2028 et 7 500 pour l'Eurobond 2031. Le taux d'intérêt effectif (TIE) est donné pour chaque Eurobond.

(2) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

(3) Flux de trésorerie nets des encaissements et décaissements sur la période.

Emprunts obligataires

Emprunts obligataires et prêt moyen terme pour le financement de l'acquisition d'Epsilon

Un emprunt obligataire d'une valeur totale de 2,25 milliards d'euros a été émis le 5 juin 2019 pour l'acquisition d'Epsilon. Il comprend trois tranches d'une valeur de 750 millions d'euros chacune, à taux fixe et en euros, chacune swappée en dollars US à taux fixe. Ces emprunts obligataires sont respectivement à échéance juin 2025, juin 2028 et juin 2031.

Les swaps ont été qualifiés en couverture de flux de trésorerie du financement de l'acquisition d'Epsilon. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs

courants ». La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée en compte de résultat au même rythme que la comptabilisation des intérêts sur emprunt obligataire et la variation de valeur du passif en dollars US. Au 30 juin 2024, la juste valeur de ces instruments dérivés est inscrite au passif du bilan consolidé pour 176 millions d'euros (117 millions d'euros au passif du bilan consolidé au 31 décembre 2023).

Autres emprunts obligataires

L'autre emprunt obligataire émis par Publicis Groupe S.A. et à échéance 2024 est à taux fixe et en euros.

/ Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2024						
	Total	Échéances					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	2 842	1 349	-	-	748	-	745
Dettes sur compléments de prix d'acquisitions	143	2	46	80	11	4	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	18	11	7	-	-	-	-
Autres dettes financières	29	20	5	1	-	1	2
Total des dettes financières	3 032	1 382	58	81	759	5	747
Juste valeur des dérivés	149	16	-	-	59	-	74
Total des dettes liées aux activités de financement	3 181	1 398	58	81	818	5	821

/ Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 décembre 2023
Euros ⁽¹⁾	2 898	2 880
Dollars américains	105	272
Autres devises	29	36
Total des dettes financières	3 032	3 188

(1) Y compris 2 250 millions d'euros d'Eurobond « swappés » en dollars US au 30 juin 2024 (2 250 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Analyse par catégorie de taux

La dette financière est essentiellement constituée d'emprunts obligataires à taux fixe.

Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose au 30 juin 2024 d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie) pour un total de 3 082 millions d'euros et d'autre part de lignes de crédit confirmées non utilisées qui s'élèvent à 1 579 millions d'euros au 30 juin 2024 et qui correspondent à un crédit syndiqué multidevises de 1 579 millions d'euros à échéance 2026. Cette ligne a été refinancée par anticipation le 12 juillet 2024 jusqu'en 2029 (avec une option d'extension de deux ans) à hauteur de 2 000 millions d'euros. Ces sommes disponibles

ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face aux besoins de financement généraux du Groupe (voir note 22).

Les emprunts obligataires émis par le Groupe ainsi que le prêt moyen terme syndiqué, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants » financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (*credit default events*) sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

Note 17 Contrats de location

/ Analyse des droits d'utilisation par catégorie de biens sous-jacents

(en millions d'euros)	Immobilier	Contrats de concession	Autres actifs	Total
Valeurs brutes au 1^{er} janvier 2024	1 992	643	66	2 701
Entrées d'actifs ⁽¹⁾	121	42	4	167
Résiliations ou fin de contrats	(77)	-	(3)	(80)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Change et divers	36	-	1	37
Valeurs brutes au 30 juin 2024	2 072	685	68	2 825
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2024	(878)	(187)	(22)	(1 087)
Amortissements	(88)	(52)	(9)	(149)
Pertes de valeur	(20)	-	-	(20)
Résiliations ou fin de contrats	77	-	3	80
Variations de périmètre	-	-	-	-
Change et divers	(9)	-	-	(9)
Amortissements cumulés au 30 juin 2024	(918)	(239)	(28)	(1 185)
Valeurs nettes au 30 juin 2024	1 154	446	40	1 640

(1) Les entrées d'actifs relatifs aux contrats de concession concernent les activités de régie publicitaire.

/ Analyse des obligations locatives

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	Flux de trésorerie ⁽¹⁾	Variations hors trésorerie			30 juin 2024
			Contrepartie en droit d'utilisation	Reclassement court terme - long terme	Variations de change et autres	
Obligations locatives - court terme	360	(186)	1	189	8	372
Obligations locatives - long terme	1 992	-	176	(189)	11	1 990
Total des obligations locatives	2 352	(186)	177	-	19	2 362

(1) Les remboursements des dettes locatives représentent un montant de (182) millions d'euros dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, dont (186) millions d'euros au titre des contrats de location et 4 millions d'euros d'encaissements provenant de contrats de sous-location.

Charges d'intérêts sur les obligations locatives

Pour le premier semestre 2024, la charge d'intérêts sur les obligations locatives est de 42 millions d'euros (voir note 7). Pour le premier semestre 2023, la charge d'intérêts était de 39 millions d'euros.

Charges relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative

Les contrats de régies publicitaires sont assortis de redevances fixes (minimums garantis) et de redevances variables au-delà d'un certain niveau d'activité réalisée. Les redevances fixes sont prises en compte dans l'obligation locative, ce qui n'est pas le cas des redevances variables qui sont comptabilisées directement en charge. Pour le premier semestre 2024, la charge relative aux paiements de loyers variables est de 10 millions d'euros contre 8 millions d'euros au 30 juin 2023.

Analyse par échéance de remboursement des obligations locatives

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2024					
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	+ 4 ans
Sorties de trésorerie relatives aux obligations locatives	2 886	421	420	344	292	1 409

Note 18 Engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2024			
	Total	Échéances		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	253	57	109	87
Autres engagements ⁽²⁾	18	2	16	-
Total engagements donnés	271	59	125	87
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées ⁽³⁾	1 579	-	1 579	-
Autres engagements	8	7	-	1
Total engagements reçus	1 587	7	1 579	1

(1) Au 30 juin 2024, les cautions et garanties comprennent 59 millions d'euros de garanties données aux administrations fiscales en Italie dans le cadre du recouvrement des créances et dettes de TVA, 32 millions d'euros d'engagements de versement dans des FCPR jusqu'en 2031 et 13 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Au 30 juin 2024, les autres engagements pour 18 millions d'euros correspondent à des engagements de versement dans le Fonds Climat pour la Nature géré par Mirova/Natixis.

(3) Voir note 22

Autres engagements

Au 30 juin 2024, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Note 19 Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation de Publicis Groupe est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Le Groupe a identifié des secteurs opérationnels qui correspondent aux marchés clés (pays ou région). Ces pays ou régions sont chacun dirigés et supervisés par une unique personne, ils sont pilotés au quotidien par un comité exécutif unifié, rassemblant les membres des différentes expertises. Ils sont ainsi capables de proposer aux clients une offre transversale répondant à tous leurs besoins.

Ainsi le Groupe est constitué des secteurs opérationnels suivants qui correspondent aux zones géographiques où il opère : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, DACH

(Allemagne, Autriche et Suisse), Asie-Pacifique & Afrique-Moyen-Orient, Europe Centrale et de l'Est, Europe de l'Ouest, et Amérique latine.

Les secteurs opérationnels avec des caractéristiques économiques similaires (convergence des niveaux de marge), où la nature des services fournis aux clients et le type de clients auxquels sont destinés ces services sont similaires, ont été regroupés en cinq secteurs reportables : Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique, et Amérique latine.

Information par zone géographique

La présentation de l'information financière selon les secteurs opérationnels conduit à présenter le même niveau d'information que celui par zone géographique.

/ Premier semestre 2024

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 649	4 112	572	165	190	6 688
Revenu ⁽¹⁾⁽²⁾	1 993	4 501	698	185	273	7 650
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(105)	(97)	(29)	(5)	(5)	(241)
Marge opérationnelle	265	770	112	6	7	1 160
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(15)	(100)	(6)	0	(2)	(123)
Perte de valeur	(1)	(43)	0	(1)	0	(45)
Autres produits et charges non courants	0	3	11	2	0	16
Résultat opérationnel après perte de valeur	249	630	117	7	5	1 008
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes ⁽³⁾	2 108	9 866	1 199	149	391	13 713
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location) ⁽³⁾	1 077	966	135	28	25	2 231
Autres actifs financiers ⁽³⁾	219	59	28	8	2	316
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(42)	(61)	(11)	(5)	(1)	(120)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	11	-	2	(1)	-	12
Acquisitions de filiales	(59)	(153)	(14)	(1)	(2)	(229)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes), il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) En Europe, le revenu du 1^{er} semestre 2024 est de 1 993 millions d'euros dont 554 millions d'euros relatifs à la France. En Amérique du Nord, le revenu du 1^{er} semestre 2024 est de 4 501 millions d'euros dont 4 336 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

(3) Au 30 juin 2024, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 13 713 millions d'euros, dont 429 millions d'euros relatifs à la France et 9 440 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 2 231 millions d'euros, dont 710 millions d'euros relatifs à la France et 935 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les autres actifs financiers s'élèvent à 316 millions d'euros, dont 147 millions d'euros relatifs à la France et 59 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

/ Exercice 2023

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	3 172	8 050	1 156	341	380	13 099
Revenu ^{(1) (2)}	3 814	8 709	1 410	366	503	14 802
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(203)	(202)	(57)	(11)	(9)	(482)
Marge opérationnelle	560	1 527	220	23	33	2 363
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(30)	(219)	(12)	(3)	(4)	(268)
Perte de valeur	(13)	(118)	(16)	(6)	-	(153)
Autres produits et charges non courants	(1)	(201)	-	-	-	(202)
Résultat opérationnel après perte de valeur	516	989	192	14	29	1 740
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes ⁽³⁾	2 054	9 615	1 174	156	381	13 380
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location) ⁽³⁾	1 060	960	146	22	23	2 211
Autres actifs financiers ⁽³⁾	220	57	30	7	2	316
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(66)	(87)	(17)	(6)	(4)	(180)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	15	-	(1)	(1)	-	13
Acquisitions de filiales	(23)	(71)	(44)	(53)	(3)	(194)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) En Europe, le revenu 2023 est de 3 814 millions d'euros dont 1 070 millions d'euros relatifs à la France. En Amérique du Nord, le revenu 2023 est de 8 709 millions d'euros dont 8 386 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

(3) Au 31 décembre 2023, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 13 380 millions d'euros, dont 388 millions d'euros relatifs à la France et 9 254 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 2 211 millions d'euros, dont 715 millions d'euros relatifs à la France et 930 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les autres actifs financiers s'élèvent à 316 millions d'euros, dont 153 millions d'euros relatifs à la France et 57 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

/ Premier semestre 2023

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 552	3 893	550	144	179	6 318
Revenu ^{(1) (2)}	1 861	4 193	662	155	234	7 105
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(100)	(103)	(29)	(6)	(4)	(242)
Marge opérationnelle	253	723	95	4	18	1 093
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(15)	(118)	(5)	(2)	(2)	(142)
Perte de valeur	(2)	(103)	(7)	-	-	(112)
Autres produits et charges non courants	-	4	-	-	-	4
Résultat opérationnel après perte de valeur	236	506	83	2	16	843
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes ⁽³⁾	2 071	9 950	1 174	148	387	13 730
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location) ⁽³⁾	1 135	924	144	27	23	2 253
Autres actifs financiers ⁽³⁾	200	113	30	7	1	351
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(29)	(40)	(3)	(2)	(1)	(75)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(8)	(1)	-	(1)	-	(10)
Acquisitions de filiales	(23)	(68)	(14)	(52)	(1)	(158)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes), il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) En Europe, le revenu du 1^{er} semestre 2023 est de 1 861 millions d'euros dont 512 millions d'euros relatifs à la France. En Amérique du Nord, le revenu du 1^{er} semestre 2023 est de 4 193 millions d'euros dont 4 035 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

(3) Au 30 juin 2023, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 13 730 millions d'euros, dont 395 millions d'euros relatifs à la France et 9 477 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 2 253 millions d'euros, dont 761 millions d'euros relatifs à la France et 896 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les autres actifs financiers s'élèvent à 351 millions d'euros, dont 174 millions d'euros relatifs à la France et 154 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

Note 20 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe S.A.

Présentation des nouveaux plans en actions gratuites 2024

Des plans d'actions gratuites ont été mis en place au cours du premier semestre de l'année 2024, avec les caractéristiques suivantes :

Plan d'incentive à long terme dit « LTIP 2024 » (mars et avril 2024)

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une triple condition :

- Une condition de présence de trois ans, pendant la période d'acquisition des droits ;
- Des conditions d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de profitabilité du Groupe pour l'année 2024, comparées à un groupe de référence incluant Publicis Groupe et les trois autres principaux groupes mondiaux de communication (Omnicom, WPP et IPG) ;
- Des conditions fondées sur l'avancement de la politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise), à la fois sur le plan de la Diversité, Équité et Inclusion et sur le plan de la lutte contre le changement climatique, pour lesquelles des points de passage indicatifs ont été définis. À fin 2024, le pourcentage de femmes occupant des postes clé dans les Comités Exécutifs, ainsi que le pourcentage d'évolution d'intégration des énergies renouvelables dans le Groupe seront évalués au regard des cibles définies.

Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces objectifs seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en mars 2027 ou avril de la même année, selon la date d'attribution des actions.

Plan d'incentive à long terme dit « LTIP 2024 Membres du Directoire » (mars 2024) et « LTIP 2024 Président du Directoire » (mars 2024)

Dans le cadre du plan LTIP 2024 Membres du Directoire, les membres du Directoire se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une triple condition :

- Une condition de présence de trois ans, pendant la période d'acquisition des droits ;

- Des conditions d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de profitabilité du Groupe sur l'ensemble de la période 2024 à 2026, comparées à un groupe de référence incluant Publicis Groupe et les trois autres principaux groupes mondiaux de communication (Omnicom, WPP et IPG) ;

- Des conditions fondées sur l'avancement de la politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise), à la fois sur le plan de la Diversité, Équité et Inclusion et sur le plan de la lutte contre le changement climatique, pour lesquelles des points de passage indicatifs ont été définis. À fin 2026, le pourcentage de femmes occupant des postes clé dans les Comités Exécutifs, ainsi que le pourcentage d'évolution d'intégration des énergies renouvelables dans le Groupe seront évalués au regard des cibles définies.

Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces conditions seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en mars 2027.

Le plan LTIP 2024 Président du Directoire prévoit l'attribution d'actions de performance soumises aux mêmes conditions que le plan LTIP 2024 Membres du Directoire auxquelles s'ajoute une condition de marché fondée sur le TSR (*Total Shareholder Return*) comparant celui de Publicis Groupe à celui de la médiane du CAC40. Le plan prévoit également l'attribution d'actions de surperformance soumises à des critères d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de profitabilité du Groupe sur l'ensemble de la période 2024 à 2026, comparés au groupe de référence mentionné précédemment, ainsi qu'un objectif interne du Groupe en termes de marge opérationnelle.

Plan d'incentive à long terme dit « March 2024 Epsilon LTI plan » (mars 2024)

Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Epsilon est composé de trois tranches soumises à condition de présence pour 20 % et des conditions de performance financière de Publicis Epsilon (revenu et marge opérationnelle) au titre de l'année 2024 pour 80 %. Elles sont livrables en mars 2025 (30 % des actions), mars 2026 (30 % des actions) et mars 2027 (40 % des actions).

Plan d'incentive à long terme dit « 2024 Publicis Sapient LTI plan » (avril et mai 2024)

Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Sapient est composé de trois tranches soumises à condition de présence pour 50 % et des conditions de performance financière de Publicis Sapient (revenu et marge opérationnelle) au titre de l'année 2024 pour 50 %. Elles sont livrables en avril 2025 (30 % des actions), avril 2026 (30 % des actions) et avril 2027 (40 % des actions) et/ou mai de ces mêmes années (selon la date d'attribution des actions) selon les mêmes proportions.

Mesure de la performance des plans antérieurs

Par ailleurs, il a été procédé en février et mars 2024 à la mesure de la performance des plans LTIP 2021 Directoire, Publicis Sapient LTI 2023, Epsilon LTI 2023 et LTIP 2023 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté est de 100 % pour l'ensemble de ces plans, excepté pour le plan Publicis Sapient LTI 2023 dont le taux s'établit à 50 %.

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe

/ Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours du premier semestre 2024

Actions gratuites	LTIP 2024 ⁽¹⁾	LTIP 2024 Membre du Directoire ⁽²⁾	LTIP 2024 Président du Directoire ⁽²⁾	March 2024 Epsilon LTI plan ⁽¹⁾	2024 Publicis Sapient LTI plan ⁽¹⁾
Date du Directoire	15/03/2024 15/04/2024	15/03/2024	15/03/2024	15/03/2024	15/04/2024 17/05/2024
Nombre d'actions attribuées à l'origine	604 680	26 411	41 598	286 423	514 720
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	98,44	98,44	98,44	98,44	103,40
Juste valeur de l'action attribuée (moyenne pondérée, en euros)	88,14	88,14	84,28	91,27	96,22
Période d'acquisition (en années)	3	3	3	1 à 3	1 à 3

(1) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour 2024.

(2) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour les années 2024 à 2026.

/ **Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2024**

Plans	Date d'attribution initiale	Juste valeur de l'action attribuée	Actions restant à livrer au 1 ^{er} janvier 2024 ou attribuées au cours de 2024	Actions annulées, prescrites ou transférées ⁽¹⁾ au 1 ^{er} semestre 2024	Actions ayant fait l'objet d'une livraison au 1 ^{er} semestre 2024	Actions restant à livrer au 30 juin 2024	Date de livraison	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan Spécial de rétention 2019 ⁽²⁾	15/11/2019	31,85	291 003	(1 594)	(152 519)	136 890	19/03/2025	0,72
Plan Sapient 2020 (4 ans)	19/05/2020	24,28	43 967	(109)	(43 858)	-	20/05/2024	-
Plan LTIP 2021 et autres plans spécifiques ^{(3) (4)}	16/03/2021	44,31	410 112	(4 090)	(389 770)	16 252	16/09/2024	0,21
Plan LTIP 2021 Directoire	16/03/2021	44,17	127 082	-	(127 082)	-	18/03/2024	-
Plan LTI Epsilon 2021	16/03/2021	46,35	210 682	(3 114)	(207 568)	-	02/04/2024	-
Plan Sapient 2021 (4 ans)	13/04/2021	45,40	101 456	(356)	(50 619)	50 481	14/04/2025	0,79
Plan Sapient 2021 (3 ans)	13/04/2021	44,27	304 376	(804)	(303 572)	-	15/04/2024	-
Plan LTIP 2022 et autres plans spécifiques ^{(3) (5)}	18/03/2022	57,61	602 856	(32 610)	-	570 246	19/03/2025	0,72
Plan LTIP 2022 Directoire	18/03/2022	57,64	57 185	-	-	57 185	19/03/2025	0,72
Plan LTIP 2022 Président du Directoire ⁽⁶⁾	18/03/2022	56,49	62 043	-	-	62 043	26/05/2025	0,90
Plan LTI Epsilon 2022	18/03/2022	57,64	286 501	(11 923)	(121 078)	153 500	31/03/2025	0,75
Plan LTI Epsilon 2022 (septembre)	14/09/2022	52,72	46 090	(486)	-	45 604	30/09/2025	1,25
Plan Sapient 2022 (4 ans)	11/04/2022	55,24	171 074	(3 580)	(56 080)	111 414	13/04/2026	1,79
Plan Sapient 2022 (3 ans)	11/04/2022	55,24	342 050	(8 075)	-	333 975	11/04/2025	0,78
Plan LTIP 2023	16/03/2023	63,01	751 969	(35 124)	-	716 845	17/03/2026	1,71
Plan LTIP 2023 Membres du Directoire ⁽⁷⁾	16/03/2023	62,81	16 634	-	-	16 634	01/06/2026	1,92
Plan LTIP 2023 Président du Directoire ⁽⁸⁾	16/03/2023	60,31	57 005	-	-	57 005	01/06/2026	1,92
Contrat de rétention Prés. du Directoire	31/05/2023	54,14	167 000	-	-	167 000	03/01/2028	3,51
Plan LTI Epsilon March 2023	16/03/2023	65,84	372 279	(14 349)	(110 561)	247 369	31/03/2026	1,75
Plan LTI Epsilon Sept. 2023	12/09/2023	67,74	32 447	(1 244)	-	31 203	30/09/2026	2,25
Plan Sapient 2023 (4 ans) ⁽⁹⁾	17/04/2023	65,68	279 009	(10 816)	(67 220)	200 973	14/06/2027	2,96
Plan Sapient 2023 (3 ans) ⁽⁹⁾	17/04/2023	64,14	418 537	(217 682)	-	200 855	15/06/2026	1,96
Plan LTIP 2024 ⁽¹⁰⁾	15/03/2024	88,14	604 680	(1 242)	-	603 438	16/04/2027	2,79
Plan LTIP 2024 Membres du Directoire	15/03/2024	88,14	26 411	-	-	26 411	16/03/2027	2,71
Plan LTIP 2024 Président du Directoire	15/03/2024	84,28	41 598	-	-	41 598	16/03/2027	2,71
Plan LTI Epsilon March 2024	15/03/2024	91,27	286 423	(5 401)	-	281 022	31/03/2027	2,75
Plan Publicis Sapient 2024 ⁽¹¹⁾	15/04/2024	96,22	514 720	(2 225)	-	512 495	17/05/2027	2,88
Total des plans d'actions gratuites			6 625 189	(354 824)	(1 629 927)	4 640 438		

(1) Il s'agit de cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

(2) Les actions de la deuxième et troisième tranche correspondent à celles qui ont été attribuées respectivement dans le cadre du plan LTIP 2021 et du plan LTIP 2022 aux bénéficiaires initiaux. La date de livraison du plan initial (31/03/2023) a été allongée et a été alignée sur celle du LTIP 2022.

(3) Hors bénéficiaires du Plan Spécial de Rétention pour lesquels leurs actions sont présentées sur la ligne correspondante au plan initial dont la deuxième et la troisième tranche ont fait l'objet de remplacement par les plans LTIP 2021 et LTIP 2022 respectivement.

(4) Date d'attribution au 15/09/2021 et date de livraison au 16/09/2024 pour les plans spécifiques.

(5) Date d'attribution au 17/10/2022 et date de livraison au 19/03/2025 pour le plan spécifique individuel.

(6) L'attribution initiale des actions a eu lieu le 18/03/2022 mais un complément a été attribué le 25/05/2022, suite aux décisions de l'Assemblée générale des actionnaires et les conditions de performance du plan ont été modifiées à cette date.

(7) L'attribution initiale des actions a eu lieu le 16/03/2023, un complément a été attribué le 31/05/2023 suite à l'évolution de la politique de rémunération adoptée par l'Assemblée générale du 31 mai 2023 pour un membre du Directoire. Les actions de ce membre ont, par la suite, fait l'objet d'annulation, compte tenu de son départ en 2024.

(8) L'attribution initiale des actions a eu lieu le 16/03/2023 mais un complément d'actions de surperformance a été attribué le 31/05/2023, à la suite des décisions de l'Assemblée générale des actionnaires et les conditions de performance du plan ont été modifiées à cette date.

(9) L'attribution initiale des actions a eu lieu le 17/04/2023 mais un complément d'actions a été attribué le 13/06/2023. De ce fait, la date de livraison du plan a été allongée et alignée sur celle de l'attribution complémentaire.

(10) Un complément d'actions a été attribué le 15/04/2024, la date indiquée de livraison du plan est ainsi celle de l'attribution complémentaire, postérieure à celle du plan initial prévue le 16/03/2027.

(11) Un complément d'actions a été attribué le 17/05/2024, la date indiquée de livraison du plan est ainsi celle de l'attribution complémentaire postérieure à celle du plan initial prévue le 15/04/2027.

La livraison des actions gratuites dans le cadre des plans ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition.

La livraison est également soumise à des conditions de performance hors marché pour l'ensemble des plans, ainsi qu'une condition de marché uniquement pour les plans LTIP 2022 Président du Directoire, LTIP 2023 Président du Directoire et LTIP 2024 Président du Directoire.

/ Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2024

	1 ^{er} semestre 2024
Nombre d'actions restant à livrer au 1 ^{er} janvier 2024	5 151 357
Actions attribuées dans le cadre des plans mis en place au 1 ^{er} semestre	1 473 832
Livraisons d'actions du premier semestre	(1 629 927)
Actions attribuées devenues caduques au premier semestre	(354 824)
Attributions provisoires au 30 juin 2024	4 640 438

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2024 de ces plans s'élève à 46 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 41 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2023.

Pour ce qui est des plans d'actions attribuées sous condition de performance (hors marché) et dont les performances n'ont pas encore pu être mesurées de façon définitive au 30 juin 2024, la probabilité d'atteinte des objectifs retenue pour les comptes du premier semestre 2024 est la suivante :

- Pour les plans de performance mesurée sur un an, au titre de la performance 2024 : 100 % ;
- Pour les plans de performance mesurée sur trois ans, au titre de la performance de la période de trois ans et concernant les plans mis en place au profit du Président et des membres du Directoire (LTIP 2022 Membres du Directoire, LTIP 2022 Président du Directoire, LTIP 2023 Membres du Directoire, LTIP 2023 Président du Directoire, LTIP 2024 Membres du Directoire, LTIP 2024 Président du Directoire) : 100 %.

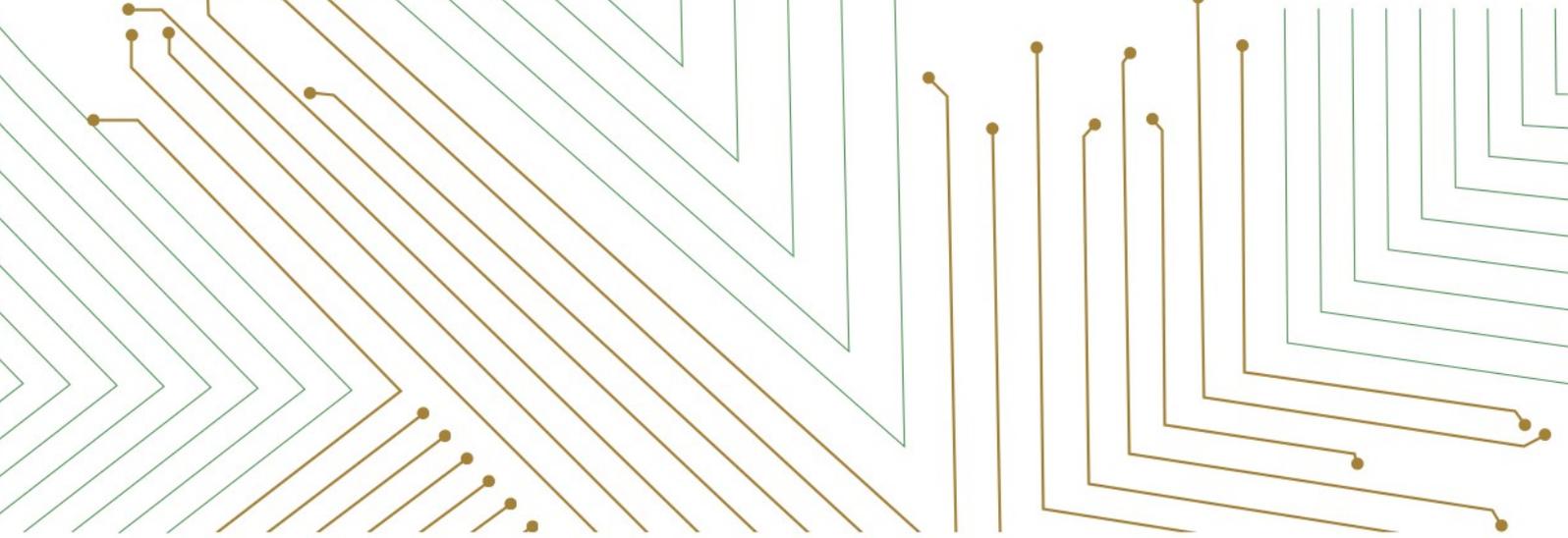
Note 21 Informations relatives aux transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent principalement celles réalisées avec les entreprises associées et il n'y a pas eu de changements significatifs dans les transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'année à l'exception du produit non courant réalisé dans le cadre de l'apport du droit d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon à Unlimitail, comme décrit dans les notes 6 et 11.

Par ailleurs, une opération de rachat d'un bloc d'actions a été réalisée avec Madame Sophie Dulac, dont les conditions sont décrites dans la note 13.

Note 22 Événements postérieurs à la clôture

Le 12 juillet 2024, le Groupe a mis en place une nouvelle facilité de crédit de type *Revolving Credit Facility* pour un montant de 2 000 millions d'euros et une maturité en juillet 2029 (voir note 16). Cette facilité annule et remplace la ligne de crédit confirmée de 1 579 millions d'euros.



Chapitre

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris-La Défense, le 18 juillet 2024

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

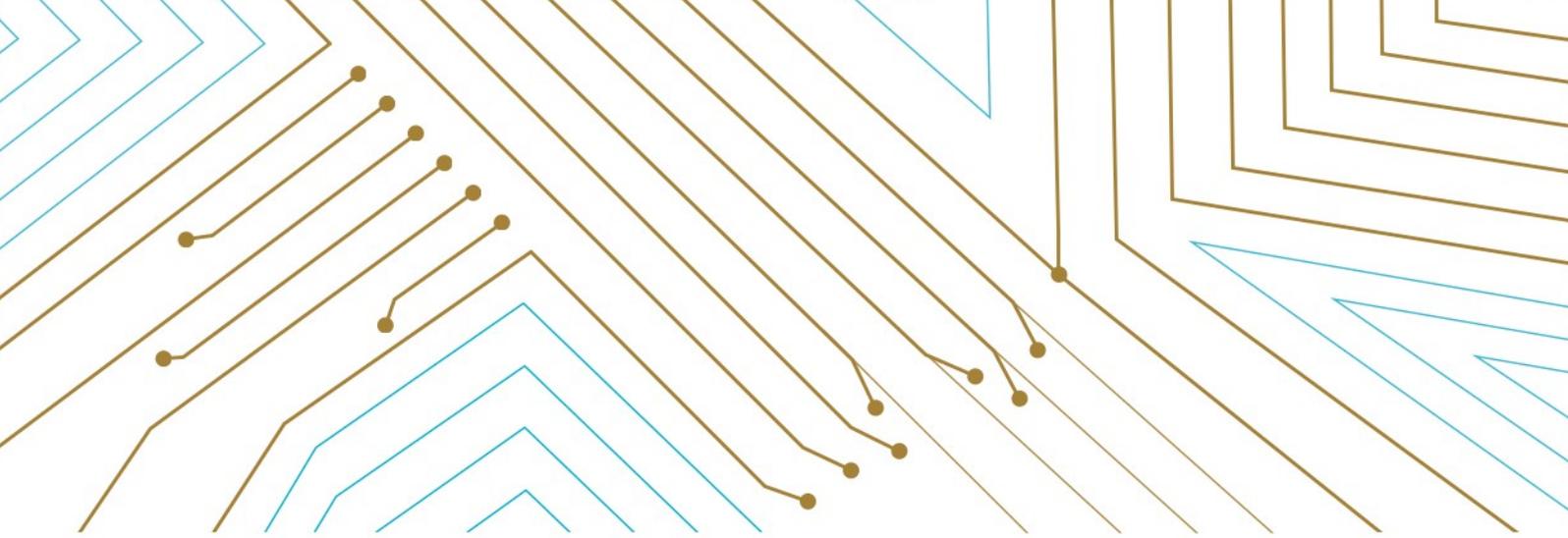
ERNST & YOUNG et Autres

Marie Guillemot

Nicolas Poncet

Claire Cesari Walch

Nicolas Pfeuty



Chapitre

4. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

J'atteste, en ma qualité de Président-Directeur Général de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2024 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Arthur Sadoun
Président-Directeur Général de Publicis Groupe

Conception & réalisation  LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80

Infographies  ART PRESSE
INFORMATION & DESIGN



e-accessibility

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.1, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique. Enfin, il a été testé de manière exhaustive et validé par un expert non-voyant

Version e-accessible par  ipedir | SMART PUBLISHING



**PUBLICIS
GROUPE**

2024

Publicis Groupe S.A.

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 101 724 744 euros
Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris – 542 080 601 RCS Paris